

7.14 % 1 an
Certificat garanti
minimum 10 000 \$
Sujet à modification sans préavis
659-4960
ScotiaMcLeod

LE SOLEIL

LOCATION D'OUTILS
LOU-TEC
QUÉBEC 871-8363
LÉVIS 836-3342
ST-GEORGES 653-3333
BEAUPORT 663-7383
ST-ANSELME 885-4468

MERCREDI 7 SEPTEMBRE 1994 QUÉBEC, 96^e ANNÉE, NO 247 46 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOÏD LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 T.P.S. 0.24 T.V.G. 0.24 3.98 MONTRÉAL-OTTAWA 60¢ Plus T.P.S. TVG 50¢ Plus T.P.S. TVG

LE SPORT



Escarmouche au camp des Nordiques
On a eu droit aux premières étincelles du camp d'entraînement, hier. Un brouhaha auquel Wendel Clark, ci-dessus, a échappé. S-3

QUÉBEC

Les grévistes de la faim prêts à mourir
Julien Rhéaume a 11 ans et il ne comprend pas pourquoi son père médecin se laisse mourir depuis 20 jours, à cause du gouvernement. A-3

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE QUÉBEC
Une histoire nourrie de mystère
Jamais la réalité n'aurait été capable d'un scénario comme nous offre Jacques Godbout dans « L'affaire Normand William », présentée ce soir. B-3

LE MONDE

Le pape renonce à son voyage
Le pape Jean-Paul II a renoncé, faute de « garanties suffisantes sur la sécurité », au voyage prévu pour demain, à Sarajevo. A-3

Gerry Adams tend la main à Paisley
Gerry Adams, président du Sinn Féin, a tendu la main au révérend Ian Paisley, le plus intransigent des dirigeants unionistes irlandais. C-1

LE CANADA

Valeurs mobilières: Ottawa giflé
La tentative libérale visant la création d'une commission nationale des valeurs mobilières a été rejetée. A-7

L'INDEX

Annonces classées	C-2 à C-7
Arts	B-3 à B-6
Bridge	C-8
Décès	C-7 et C-8
Économie	B-7 à B-10
Éditorial	A-10
Horoscope	C-8
Le Monde	C-1
Michel Vastel	A-10
Où aller à Québec	B-6
Québec et l'Est	B-1 et B-2
Une place au soleil	A-11
TABLOÏD SPORT	S-1 à S-14
Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Mots croisés / Mot mystère	S-14

LA MÉTÉO

Partiellement ensoleillé, possibilité d'averse, maximum 18. S-16

Moratoire concernant les 4000 postes de fonctionnaires menacés

Parizeau ne se mouille pas

SAINTE-FOY — Jacques Parizeau n'a pas voulu promettre, s'il prend le pouvoir lundi, un moratoire pour les 4000 fonctionnaires du Québec qui seront remerciés en octobre. Et il s'est montré prudent sur la privatisation du Zoo et de l'Aquarium de Québec.

par DONALD CHARETTE
LE SOLEIL

« Nous sommes devant un gouvernement paniqué qui prend une série de décisions d'ici le 30 septembre. Laissez-nous y réfléchir un

peu. On va tout réviser, mais on ne peut pas tout arrêter. Pour le moratoire c'est non », d'affirme M. Parizeau en conférence de presse.

Il a rappelé que le Parti libéral continue de gouverner pendant

quelque temps même si son parti prend le pouvoir la semaine prochaine « Ils sont là pour 10 ou 15 jours, ils n'auront pas démissionné et ça me cause des problèmes », a-t-il renchéri en insistant sur le fait que la victoire n'est pas acquise.

Ceci dit, le chef du PQ condamne les coupures aveugles dans le secteur public et prévoit revoir la privatisation du Mont-Sainte-Anne et de Sidbec-Desco.

Dans les cas du Zoo et de l'Aquarium de Québec, le chef péquiste souligne qu'il vient tout juste d'apprendre que les deux établissements fermeront sous peu. « Je ne sais pas ce que ça économise de fermer les portes au public. Des coups de mophe? Certaines décisions sont absurdes ».

Par ailleurs, il a repoussé la décentralisation des négociations dans le secteur public car « je ne vois pas de raison de changer ça ».

ÉLECTIONS 94
 Parizeau a voulu d'une élection référendaire, alors votez pour ou contre la souveraineté.
Éditorial, A-10



Harold Cormier a retrouvé pour une cinquième semaine sa chambre à l'hôtellerie du Centre hospitalier de l'université de Sherbrooke, où il a été accueilli par Reina Fortier, une employée de la Fondation québécoise du cancer.

De Québec à Sherbrooke grâce au transport gratuit

De bons samaritains aident Harold à vaincre le cancer

FLEURIMONT — Après cinq semaines de traitements de radiothérapie à Sherbrooke, Harold Cormier n'était plus seul, hier matin, quand il a quitté sa résidence de Lévis.

par MICHÈLE LAFERRIÈRE
LE SOLEIL

Harold Cormier est démenagé de Havre-Saint-Pierre cet été et s'est installé à Lévis, pas loin de la traverse, pour se rapprocher de L'Hôtel-Dieu de Québec, où il devait subir des traitements de radiothérapie pour un cancer de la gorge. Mais la liste d'attente de deux mois et demi l'a finalement obligé à se rendre à Sherbrooke pour recevoir ses traitements.

Hier matin, il est monté dans la voiture de Lise Goulet, une employée de Télé-Direct qui se rendait à Sherbrooke par affaires et qui, comme ses confrères, s'était offerte pour transporter des patients gratuitement, par pure générosité.

Attablé à la cafétéria du Centre hospitalier de l'université de Sherbrooke (CHUS), à Fleurimont, hier matin, M. Cormier réfléchissait tout haut au destin qui a mis les employés de Télé-Direct sur

son chemin. « Qu'est-ce que je ferais, moi, si je ne vous avais pas, disait-il à Mme Goulet? Je suis sur le BS et toute ma famille est à Havre-Saint-Pierre. »

À Havre-Saint-Pierre, les médecins avaient d'abord traité son mal de gorge avec des pastilles. Puis devant la persistance de la douleur, ils ont demandé une biopsie, pratiquée à Lévis, qui a révélé un cancer. M. Cormier a été opéré le 22 juin.

La radiothérapie ne pouvait attendre. « J'ai été une semaine sans traitement et une nouvelle masse est apparue dans mon cou », relate Harold Cormier, un monteur d'acier de 52 ans maintenant sans travail. Mais il en fallait plus pour l'insérer dans la liste d'attente de L'Hôtel-Dieu de Québec. Son médecin l'a donc référé à Sherbrooke, où on l'a admis immédiatement.

Mais le malade avait entre-temps démenagé à Lévis, sa fille s'était inscrite au cégep, sa femme avait suivi. « J'avais tout planifié pour qu'on soit ensemble à Lévis. Et voilà qu'on m'apprend que je dois me faire traiter à Sherbrooke », laisse-t-il tomber.

À l'hôtellerie du CHUS, où il loge durant la semaine, Harold Cormier se sent comme dans un

cocon chaleureux et accueillant. Ses traitements durent à peine cinq minutes par jour. Et le reste de la journée? « Je vais remonter le moral des autres patients », affirme celui que les employés de l'hôtellerie décrivent comme un boute-en-train.

L'hôtellerie, c'est un peu comme une petite auberge. « Je m'attendais à me retrouver dans un univers de larmes, glisse Lise Goulet, de Télé-Direct. Je suis surprise de la sérénité qui règne ici. »

L'atmosphère détendue qui règne, c'est un peu beaucoup l'oeuvre de la directrice, Madeleine Lavoie. « Elle est comme une mère », dit Harold Cormier. Elle sait que l'esprit de communauté y est pour beaucoup dans la guérison des cancéreux. « Ma porte est toujours ouverte, affirme-t-elle. Les patients sont plus portés à se confier à nous qu'à leurs proches. Alors je dis aux employés: "Si quelqu'un a le goût de parler, laissez tomber ta mophe et ton balai et écoute-le". »

Comme Lise Goulet, comme la bénévoles Pierrette Roy ou l'employée Reina Fortier, Madeleine Lavoie a l'impression de prendre plus qu'elle ne donne dans sa relation avec les cancéreux. « Si vous saviez tout l'amour que je reçois. »

L'incendie de Saint-Pascal n'est pas accidentel

QUÉBEC — Tout indique que c'est une personne qui a allumé l'incendie qui a gravement brûlé quatre membres de la famille Rock, lundi matin, dans le logement familial du quartier Saint-Pascal à Québec. Pendant que Maxime lutte toujours pour sa vie, sa mère, sa soeur et son frère reposent dans un état sérieux au Centre des grands brûlés de l'hôpital du Saint-Sacrement.

par MARIE-HÉLÈNE TREMBLAY
LE SOLEIL

Martine Rock et ses enfants, Riette, 14 ans et Guillaume, six ans sont toujours dans un état grave à l'hôpital où ils soignent des brûlures sur la moitié de leurs corps. Quant à Maxime qui a dû être réanimé par les secouristes, il est dans un état stable, mais toujours critique.

Comme l'a indiqué Jean Mainguy de la police de Québec, les médecins se donnent une dizaine de jours pour évaluer les chances de survie du bambin.

C'est grâce à l'intervention rapide des policiers, ambulanciers et pompiers que les membres de la famille Rock ont pu sortir vivants de cet incendie survenu au 1750, avenue De Léry à Québec vers 9 h 30.

Un des ambulanciers, Richard Beaupré, est notamment parvenu à évacuer la mère en la tirant par les jambes.

Les policiers sont ensuite venus lui porter main-forte, puisqu'il a été quelque peu incommode par la fumée dense et compacte qui se dégageait du brasier.

Facteur humain

L'enquête avance pour sa part à pas de tortue. Le porte-parole de la police, Jean Mainguy, a indiqué que les enquêteurs n'ont pu interroger les victimes pour tenter de savoir ce qui aurait pu provoquer l'incendie.

« Les quatre personnes ont été touchées aux poumons. Elles étaient toutes intubées, donc il a été impossible de leur parler », note M. Mainguy.

Il semble que les enquêteurs devront patienter encore quelques



Sur les lieux de la tragédie, hier, de gauche à droite, l'enquêteur Jean Lépine du Commissariat aux incendies et le capitaine André Dusseault du service des incendies en compagnie d'un pompier.

jours avant de pouvoir les interroger.

Seul Robin Bacon huit ans, un fils de Mme Rock, qui était parti faire une course en vélo au moment où le feu a éclaté, a été rencontré par les enquêteurs.

Par contre, Jean Lépine du commissariat aux incendies, s'est rendu hier après-midi dans le logement incendié en compagnie de Carole Rousseau, chimiste à la Direction des expertises judiciaires de Montréal.

Chose certaine, ce n'est pas une main criminelle qui est à l'origine des flammes, ni une défectuosité électrique.

Tout indique que c'est un facteur humain qui est responsable du feu », affirme M. Lépine.

Selon ce qu'ils ont découvert, l'incendie a pris naissance dans le sous-sol entre une chambre et le corridor. « Nous avons découvert des indices », note Jean Lépine.

Du papier et d'autres objets combustibles ont été trouvés. Toutefois, l'enquêteur n'a pas voulu donner davantage de précision préférant attendre les suites de l'investigation.

VOTRE SANTÉ N'A PAS DE PRIX!
LE YMCA VOUS PROPOSE UNE OFFRE-SANTÉ AU MEILLEUR PRIX

305 \$ /1an

CENTRE DE CONDITIONNEMENT PHYSIQUE

Nombre d'organisme de charité: 0081471-49-06

Faites vite!
L'offre-santé au meilleur prix se termine le 30 septembre 1994

280 \$ /1an BADMINTON
210 \$ /1an SQUASH

sans frais additionnels pour les terrains de badminton et squash

Informez-vous sur les tarifs avantageux pour deux abonnements COMBINÉS.
Au YMCA, vous ne payez jamais de frais initiaux

2 CENTRES DE CONDITIONNEMENT PHYSIQUE À QUÉBEC

YMCA Vieux-Québec
650, avenue Laurier
Face aux plaines d'Abraham
Via Métrobus, station Marie-Guyart ou parcourez no 11
522-0800

YMCA Édifice Holt
835, boul. René-Lévesque Ouest
Via Métrobus, station Belvédère
527-2518

YMCA ÉDIFICE HOLT NOUVELLEMENT RÉNOVÉ:
piscine, centre de conditionnement physique, vestiaires

FACILITÉ DE STATIONNEMENT

FAITS DIVERS

Une fillette survit au carnage de sa famille

LE MANS (France) (AFP) — Une petite fille de deux ans a survécu au meurtre à coups de hachette de ses parents et de ses deux soeurs, avant d'être retrouvée, douze heures après le drame, terrée derrière une porte du pavillon familial, à Thorigné-sur-Dué, dans l'ouest de la France.

Deux cent cinquante gendarmes ont été dépêchés, hier, sur place pour procéder à des battues dans les environs du petit bourg de 1600 habitants. Les enquêteurs n'excluent pas l'hypothèse d'un crime de rôdeur.

Les corps des victimes, Christian Leprince, 34 ans, propriétaire d'un atelier de peinture et de carrosserie, sa femme Brigitte, 36 ans, et leurs deux filles aînées, Audrey, 10 ans, et Sandra, 7 ans, ont été découverts lundi matin par un ouvrier travaillant pour l'atelier et surpris de ne pas voir arriver son patron au travail.

Ils gisaient à l'intérieur de leur pavillon d'habitation, situé à la sortie du bourg en bordure d'un champ de maïs. En arrivant sur les lieux, et en commençant à chercher des indices, les gendarmes découvrirent, accroupie derrière une porte, le troisième enfant de la famille, Solène, 2 ans. Saine et sauve, mais sous le choc, elle a été confiée à la nourrice habituelle des enfants.

Le corps du père a été retrouvé dans un couloir, celui de la mère dans la cuisine tandis que ceux des deux fillettes, en pyjama, se trouvaient dans l'une des chambres du pavillon. Selon une source bien informée, les quatre victimes ont été tuées sans doute en début de soirée, avec la même arme, un objet lourd et tranchant, vraisemblablement une hachette ou une serpe. On ne sait pas si le meurtrier a volontairement épargné la petite fille ou s'il ne l'avait pas vue.

Jacobs accusé du meurtre de Nancy Martins

LONGUEUIL (PC) — Un résident de Kahnawake, Gerald Jacobs, a été formellement accusé hier du meurtre au premier degré de Nancy Martins, 25 ans, dont le corps a été retrouvé samedi dernier.

De plus, Jacobs a été accusé du vol de la camionnette appartenant à la jeune femme, du recel et de la destruction du véhicule par le feu.

Par l'entremise de son avocat, Me Philip Schneider, il a enregistré un plaidoyer de non-culpabilité aux quatre chefs d'accusation.

Entre-temps, l'autopsie pratiquée sur le corps de la jeune femme a révélé qu'elle était morte par strangulation sévère (le larynx a été défoncé).

Le cadavre en partie dénudé portait également la marque d'un coup au cuir chevelu ainsi que des traces de sperme, ce qui laisse supposer que la jeune femme aurait été agressée sexuellement. Des analyses plus poussées devraient permettre de déterminer si c'est le cas.

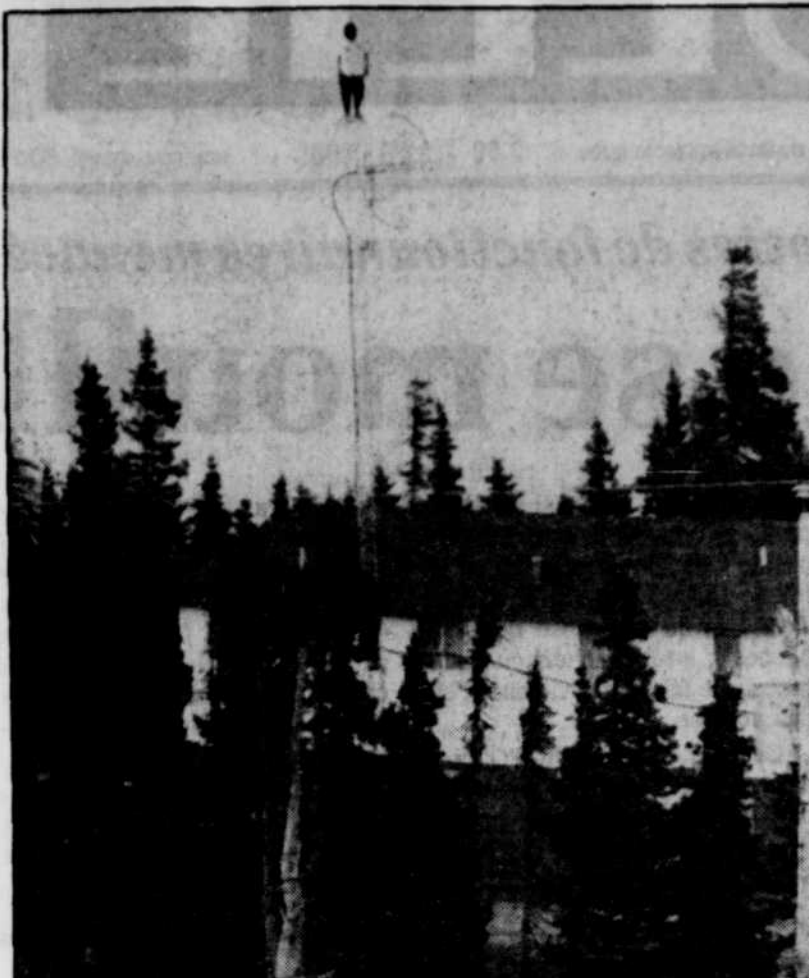
Le juge Lucien Roy, de la cour du Québec, à Longueuil, a fixé au 12 septembre, pro forma, l'enquête préliminaire de Jacobs dans le cas de meurtre prémédité.

Dans le cas des trois autres accusations, c'est également au 12 septembre qu'a été reportée l'enquête pour cautionnement de Jacobs.

Toutefois, si la défense veut obtenir une remise en liberté de Jacobs dans l'accusation de meurtre, elle devra nécessairement adresser une requête écrite à la cour supérieure.

Nancy Martins était disparue depuis le 27 août après avoir assisté avec des amis à une course d'automobiles à Napierville.

Jacobs a été arrêté le même jour chez des amis à LaSalle par des agents de l'unité des crimes contre la personne de la SQ.



Un jeune Innu de Davis Inlet monte symboliquement la garde au bout d'une tour de transmission après que les parties aient décrété une trêve, hier.

Davis Inlet: la province exclut l'appel à l'armée

DAVIS INLET, T.-N. (PC) — Le gouvernement de Terre-Neuve a exclu toute confrontation armée pour dénouer la crise qui oppose les Innus du Labrador et les autorités judiciaires à Davis Inlet, une île au large du Labrador, a indiqué hier le ministre provincial de la Justice, Ed Roberts.

« Nous ne ferons pas appel à l'armée », a-t-il dit. « Nous ne voulons pas prendre le risque de blesser un habitant du village, un policier ou un membre du personnel du tribunal. Je souhaite que nous trouvions une solution dans le cadre de la loi. »

Le ministre Roberts a indiqué que la GRC avait annulé la visite ponctuelle d'un juge de la cour provinciale à Davis Inlet, prévue hier, à cause des risques encourus. Les Innus ne veulent plus reconnaître ce tribunal itinérant qui ne tient pas compte de leurs intérêts, disent-ils.

La seule piste d'atterrissage du village avait été bloquée lundi par les Innus, et la GRC craignait que l'arrivée d'autres Innus en provenance du continent pour prêter main forte à leurs frères de l'île ne dégénère en confrontation violente.

Le village était calme, hier, les résidents profitant d'une belle journée ensoleillée. Près du tiers des 1500 Innus du Labrador vivent à Davis Inlet.

Lors d'une émission sur les ondes de la chaîne de nouvelles continues CBC Newsworld, le ministre Roberts s'est fait accuser par le président de la nation innue, Peter Penashue, de vouloir provoquer une confrontation à la suite de l'échec des négociations, la semaine dernière.

« Je ne crois pas que nous ayons provoqué qui que ce soit, a indiqué M. Penashue. Nous avons indiqué que nous nous défendrions. C'est M. Roberts qui a invité l'armée et la GRC, et qui s'est imposé à Davis Inlet. »

Le ministre a répliqué que M. Penashue et ses collègues n'hésitaient pas à accepter les avantages d'être Canadiens — notamment l'aide financière gouvernementale — « mais ils doivent aussi en accepter les responsabilités et cela veut dire de se soumettre à l'État de droit. »

M. Penashue a laissé entendre, hier, que les leaders innus songeaient à rééditer les événements de Davis Inlet dans l'autre village innu du Labrador, celui de Sheshatshiu, près de Goose Bay.

Les Innus ont indiqué plus tôt qu'ils évacueraient l'aéroport de Davis Inlet lorsqu'ils obtiendront la certitude que les policiers de la GRC auront quitté Goose Bay.

Les leaders innus avaient promis de résister à l'arrivée de la GRC mais on ne connaissait pas l'ampleur de cette menace. On n'a jamais vu d'armes ou assisté à des comportements violents chez les manifestants.

Le ministre Roberts n'a pas voulu fixer de date pour le retour éventuel du tribunal itinérant à Davis Inlet mais les Innus ont indiqué hier qu'ils ne voulaient pas parler au ministre de toutes façons. Ils souhaitent la nomination d'un nouveau négociateur provincial pour discuter de la réforme du système judiciaire — une condition sine qua non pour accepter le retour du tribunal itinérant.

Libération provisoire d'un présumé chauffard

Le juge tranche aujourd'hui

QUÉBEC — Le juge André Cartier a reporté à cet après-midi sa prise de décision quant à la mise en liberté provisoire de Marc-André Houle, l'individu de Stoneham accusé d'avoir causé la mort d'une jeune mère de famille en conduisant avec les facultés affaiblies, en juillet, sur le boulevard Talbot.

par RICHARD HÉNAULT
LE SOLEIL

L'agent d'immeubles de 38 ans a subi son enquête sur cautionnement hier, mais une ordonnance de non-publication réclamée par son avocat, Me Christian Boulet, empêche de rapporter la teneur des témoignages entendus. Le procureur de la Couronne, Me Paul Mercier, avait assigné à la barre le premier policier arrivé sur les lieux de l'accident, l'agent Renaud Sévigny, de la Sûreté du Québec, ainsi que son collègue, l'enquêteur Romain Welsh.

Le premier a relaté que, vers 18 h le 14 juillet, on lui a signalé un accident grave. Dans l'un des véhicules, immobilisé dans un fossé en direction de Chicoutimi, se trouvaient la victime et un homme qui s'était déplacé sur le siège arrière pour réconforter un enfant « hystérique », d'indiquer le policier. Immédiatement, un médecin a constaté le décès de la mère.

Dans l'autre véhicule, se trouvaient Houle et un jeune homme, tous deux coincés. Le second se plaint de blessures aux jambes et on doit avoir recours aux pinces hydrauliques pour le dégager. Quant à Houle, il n'a reçu son

congé de l'hôpital que vendredi dernier, jour de sa comparution devant le tribunal.

Pour sa part, l'enquêteur Romain Welsh a indiqué avoir interrogé une quinzaine de personnes ayant côtoyé Houle la veille, le jour et le lendemain de l'accident. Deux heures avant celui-ci, il avait fait monter son jeune passager, qui faisait de l'auto-stop.

Dans l'accident, la fillette de 8 ans n'a subi que des blessures légères, mais celle de 4 ans a été victime d'une fracture du crâne. Quant au jeune auto-stoppeur, il a subi des fractures aux jambes. À l'hôpital, un test d'alcoolémie a été pratiqué sur le sang de Houle mais, juste au moment où l'enquêteur de la SQ allait en révéler le résultat, Me Boulet a présenté une

objection que le juge Cartier a retenue.

Le prévenu possède des antécédents judiciaires de possession de stupéfiants et de vol. Au moment de l'accident, son permis de conduire se trouvait sanctionné pour des amendes non acquittées.

Son père est venu exprimer son accord pour cautionner en sa faveur et pour l'héberger advenant sa mise en liberté provisoire. L'homme a assuré n'avoir jamais constaté de problème lié à l'alcool chez son fils.

Soulignant que Houle ne possède plus de voiture, Me Boulet a plaidé auprès du juge Cartier que son client est disposé à s'abstenir de conduire, d'autant plus qu'il se trouve en période de réhabilitation à la suite des blessures qu'il a subies. Quant à Me Mercier, il a souligné que le fait de ne pas avoir de permis importe peu pour Houle puisque ce dernier, de noter le procureur, « semble s'en foutre royalement de conduire avec les facultés affaiblies ».

FAITES DES ÉCONOMIES SUBSTANTIELLES EN PAYANT VOTRE ABONNEMENT À L'AVANCE

7 jours x 13 semaines **50,82 \$***
7 jours x 26 semaines **98,46 \$***
7 jours x 52 semaines **186,66 \$***

647-3333 (Québec)
ou au 1-800-463-2362 (régions)
LE SOLEIL
100 heures d'appel gratuites!
Lundi au jeudi: 7 h à 17 h 30
vendredi: 7 h à 17 h
samedi et dimanche: 8 h à 12 h

* Taxes incluses
...et la livraison à domicile ne vous coûte pas un sou de plus.
Abonnez-vous:

Le fédéral a soigneusement évité de s'immiscer dans cette affaire ou même de commenter la situation.

Plus de 500 vestes volées au cours du week-end

QUÉBEC — Cinq cent quarante vestes de la compagnie « Hors-la-loi » évaluées à plus de 100 000 \$ ont été volées durant le week-end de la fête du Travail dans un camion entreposé chez Cabano Express en Beauce.

par MARIE-HÉLÈNE TREMBLAY
LE SOLEIL

C'est hier matin, à leur arrivée au travail que les responsables de l'entrepôt se sont rendus compte qu'un vol avait été commis. Comme l'a expliqué le directeur de la production de la compagnie, Jean Dubuc, les vestes devaient normalement être livrées ce matin aux détaillants répartis dans toute la province. « Elles étaient toutes vendues, raconte M. Dubuc. Les commandes avaient été placées il y a cinq ou six mois, cela équivaut donc à un manque à gagner de 50 000 \$. »

Devant l'ampleur du vol, Jean Dubuc a décidé de prendre le taureau par les cornes en offrant une récompense de 500 \$ à toute personne qui permettra d'arrêter le ou les voleurs. Selon lui, les vestes qui se vendent 190 \$ l'unité pourraient facilement trouver preneur dans les marchés aux puces et se vendre seulement une centaine de dollars. « Je veux que tout le monde sache que cette marchandise est en circulation et que les voleurs se sentent coincés », note le directeur de la production.

Les vestes « Hors-la-loi » sont facilement identifiables. Faites de polar et de laine, un gros logo jaune montrant un cow-boy avec des cornes est dessiné dans le dos.

En plus de ces 540 manteaux qui ont été subtilisés, les voleurs ont mis la main sur 18 téléviseurs. Comme l'a indiqué Réal Ouellet de la Sûreté du Québec, l'enquête débute et les indices pouvant mener à l'arrestation des voleurs sont plutôt minces pour l'instant.

LA QUOTIDIENNE

tirage du 06-09-94

0-5-9

1-4-5-1

BANCO

tirage du 06-09-94

1-2-11-12-13-17-23-28-29-30

39-42-44-45-51-52-61-64-69-70



COL EN CUIR BROSSÉ

LE PARKA MONTAGNARD TOILE CIRÉE

NOUVELLE TEXTURE RUSTIQUE, TOILE DE COTON ENDUITE POUR EN AUGMENTER LA RÉSISTANCE ET LUI CONFÉRER DES QUALITÉS HYDROFUGES EXCEPTIONNELLES EN PLUS D'ISOLER CONTRE LE VENT ET LE FROID. UN SUPERBE PARKA À BAVOLET AMOVIBLE, TAILLE SUR COULISSE, GRANDES POCHE À COMPARTIMENTS MULTIPLES. LONG FERMOIR SOUS PATTE DE BOUTONNAGE PRESSION. CHOCOLAT, FORÊT, M.G.T.G. 255.00
PORTÉ AVEC PULL SHETLAND JACQUARD CANARDS 75.00, PANTALON COTON BROSSÉ 39.95

la maison

simons

PLACE STE-FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC

Le souffle manque, mais l'espoir reste



Après 20 jours de grève, Julieta Z. Pétroni ne peut plus quitter son lit. Slobodan Milosevic affiche une forme physique surprenante, mais a le souffle visiblement très court. Radmila Babic et Ljubica Nedimovic entameront demain leur huitième jour de jeûne, alors que Radu Anna Maria s'est résignée à recommencer à manger.

Les grévistes de la faim prêts à mourir

QUÉBEC — « Mon père et ses amis sont en train de se tuer pour le travail et c'est à cause du gouvernement. Pourtant, un médecin, c'est un médecin! »

par FRANÇOIS POULIOT
LE SOLEIL

Julien Rhéaume a 11 ans et il ne comprend pas. Depuis 20 jours, il voit son modèle perdre des livres (18), du souffle, du moral. En fait, la seule chose qu'il n'a pas encore perdu, c'est l'espoir.

Les dernières heures ont été particulièrement difficiles pour les médecins étrangers venus « jeûner » à Québec pour avoir droit de donner un coup de main en régions.

Depuis 20 jours sans manger (et avec 20 livres en moins), Julieta Z. Pétroni a été transportée à l'urgence de l'hôpital de l'Enfant-Jésus, hier matin. Elle y a été suivie en journée par ses quatre amis qui s'y sont présentés pour subir des examens. En fin d'après-midi, tous sont cependant rentrés au refuge de 1955, Henri-Bourassa.

Une seule s'est finalement rési-

gnée à abdiquer. Au jour six de sa protestation, devant la révolte de son organisme, Radu Anna Maria, l'anatomiste roumaine de 42 ans, va recommencer à manger pour mieux soutenir ses camarades. Enseignante, elle compte retourner à l'université Laval transmettre aux étudiants les connaissances qu'on lui interdit de mettre en pratique...

En l'absence de deux des leurs, partis séjourner dans leur famille, les quatre autres médecins étrangers se sont tous dits déterminés à poursuivre la grève pour atteindre leur fin, jusqu'à trépas s'il le faut.

« Moi je vais continuer jusqu'au bout. Si le système ne permet pas de travailler et d'accommoder les gens dans la dignité, je ne veux pas continuer dans cette vie misérable », soutient Mme Pétroni, qui est désormais incapable de quitter son lit.

Rien pour rassurer son fils, David, 13 ans, seul à Montréal. Il y a

quelques jours, désespéré, l'adolescent a pris la plume pour demander à Daniel Johnson de faire quelque chose : « Je suis désespéré et complètement abattu. Je vous écris donc comme si je me dirigeais vers une dernière lueur de salvation. Car voyez-vous, depuis 11 jours, je vois ma mère crever, mourir à petit feu, préférant mourir ainsi, que mourir psychologiquement, sans travail, sans vie ».

Aucune réponse

Jacques Parizeau a cependant fait grandir les espoirs du groupe hier, en déclarant que son parti verrait à prendre contact avec les grévistes. « M. Parizeau s'est montré plus ouvert, sauf que sa proposition sur les médecins en région était jusqu'à maintenant conditionnelle à ce que la corporation des médecins ne bouge pas. Si on peut faire partie du plan, on va arrêter notre grève », de dire Slobodan Milosevic, père de Julien, spécialiste en neurologie, et plongeur-chômeur depuis quatre ans.

Conférence du Caire Compromis sur l'avortement malgré l'avis du Vatican

LE CAIRE (AFP, PC) — Les délégations présentes à la Conférence du Caire sur la population ont abouti hier à un compromis sur le chapitre du document final consacré à l'avortement, mais les réserves du Vatican demeuraient, a-t-on appris auprès des délégués.

« Ce texte devrait servir à obtenir un consensus. Nous pouvons espérer en être proches », a indiqué un délégué à la sortie de la réunion. Une nouvelle rencontre doit se tenir ce matin.

Les délégués se sont réunis toute la journée en commission, à huis clos, pour parvenir à une « rédaction plus consensuelle » du chapitre 8, qui évoque l'avortement en tant que « problème majeur de santé publique ».

La majorité des délégations présentes, y compris les pays musulmans, ont accepté un compromis qui pose comme préalable qu'« en aucun cas l'avortement ne peut être encouragé comme méthode de planning familial ».

Quand le président de la Commission a demandé qui était opposé à ce compromis, « seul le Vatican s'est exprimé et il n'a pas manifesté son approbation. Il a mentionné des difficultés et réservé son jugement », a indiqué un délégué espagnol, M. Joaquin Arango.

« Tous les grands pays musulmans sont pour », a-t-il ajouté, citant le Pakistan, l'Iran et l'Indonésie.

Le texte proposé appelle à « renforcer l'engagement en faveur de la santé des femmes » et à « réduire le recours à l'avortement

d'augmenter les fonds qu'il alloue aux programmes de planning familial dans les pays pauvres, comme l'ont affirmé hier de hauts fonctionnaires américains.

Le ministre a déclaré que le Canada ne pouvait s'engager à accroître sa contribution, parce que tout le programme d'aide extérieure du Canada est sous révision.

Position des ONG

Pour leur part, les Organisations non gouvernementales (ONG) réunies en marge de la Conférence de l'ONU ont dénoncé hier les mille et une manières inventées, selon elles, par les États et les sociétés pour dénier aux femmes leurs droits en matière de santé.

Avec la star de cinéma américaine Jane Fonda au premier rang, ces ONG ont dressé durant trois heures un réquisitoire implacable, fondé sur des témoignages, au terme duquel elles demandèrent à la Conférence de reconnaître en particulier le droit pour les femmes à « un avortement sûr ».

« Les délégués devraient savoir que chaque année, au moins 20 millions d'avortements dangereux sont pratiqués dans le monde et que chaque jour, entre 200 et 500 femmes en meurent », s'est exclamé le président de la Fédération Internationale de gynécologie, l'Égyptien Mahmoud Fathalla, sous les acclamations d'une assistance fournie, très largement féminine.

par le biais de services de planification familiale élargis et améliorés ».

« Les femmes affrontant une grossesse non désirée doivent pouvoir recevoir une information fiable et des conseils compréhensifs. La prévention des grossesses non désirées doit toujours recevoir la plus haute priorité et tout doit être fait pour éliminer la nécessité d'un recours à l'avortement », ajoute le texte.

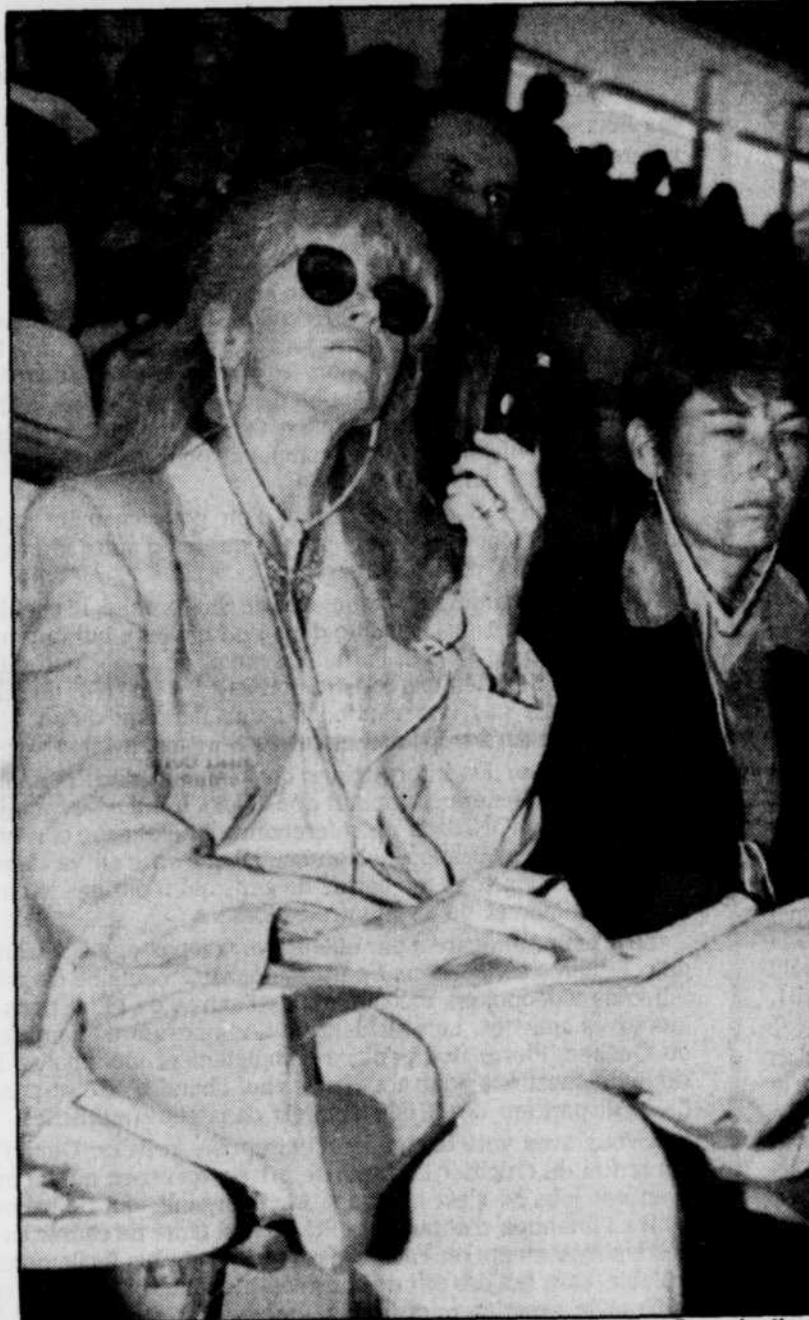
« Dans les cas où l'avortement est légal, il doit être sûr », est-il encore écrit.

Position du Canada

Pour sa part, « le Canada n'encourage pas l'avortement comme moyen de planification familiale », a affirmé Sergio Marchi, ministre fédéral de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Reconnaissant que cette question reste « particulièrement délicate », M. Marchi s'est dit « favorable à un programme d'action qui reconnaît que les États peuvent réglementer — ou ne pas réglementer — comme ils le jugent bon — les services liés à l'avortement. Il serait faux de comprendre notre appui au programme comme une tentative de créer un droit à l'avortement à l'échelle internationale », a-t-il précisé.

M. Marchi a par ailleurs démenti que le Canada ait promis



L'actrice américaine Jane Fonda assiste au débat des Organisations non gouvernementales (ONG), qui se sont prononcées pour le droit à un « avortement sûr ». « Les délégués devraient savoir que chaque année, au moins 20 millions d'avortements dangereux sont pratiqués dans le monde et que chaque jour, entre 200 et 500 femmes en meurent », s'est par ailleurs exclamé le président de la Fédération Internationale de gynécologie, l'Égyptien Mahmoud Fathalla, sous les acclamations d'une assistance fournie, très largement féminine.

Le pape renonce à son voyage à Sarajevo

CITÉ DU VATICAN (AFP) — Le pape Jean-Paul II a renoncé, faute de « garanties suffisantes sur la sécurité », au voyage prévu demain à Sarajevo qu'il souhaitait réaliser depuis plus d'un an, afin de ne pas mettre en péril la population de la capitale bosniaque.

Le Vatican a expliqué hier dans un communiqué que ce voyage avait toujours été conditionné par « la nécessité de recevoir des garanties suffisantes sur la sécurité de la population ».

Dès samedi, le pape avait déclaré de Castelgandolfo, sa résidence d'été près de Rome, qu'il « espérait vivement se rendre à Sarajevo si des garanties suffisantes étaient données pour la sécurité des populations ».

« Malheureusement ces garanties n'ont pu être obtenues malgré les multiples contacts tissés avec toutes les parties intéressées », a indiqué le Vatican, faisant avorter un projet auquel le Saint-Père, originaire de Pologne et donc très sensible aux événements se déroulant dans cette partie du monde, tenait beaucoup.

Mais aux raisons de sécurité se sont ajoutées des raisons de type diplomatique et la crainte qu'une des parties en conflit, les Serbes et l'église orthodoxe très hostiles à la venue du pape, n'interprète mal la venue en Bosnie du Saint-Père accusé de partialité.

Le pape n'a cependant renoncé que provisoirement à son projet et espère le « réaliser dès que les circonstances le permettront ».

Incidents à Sarajevo

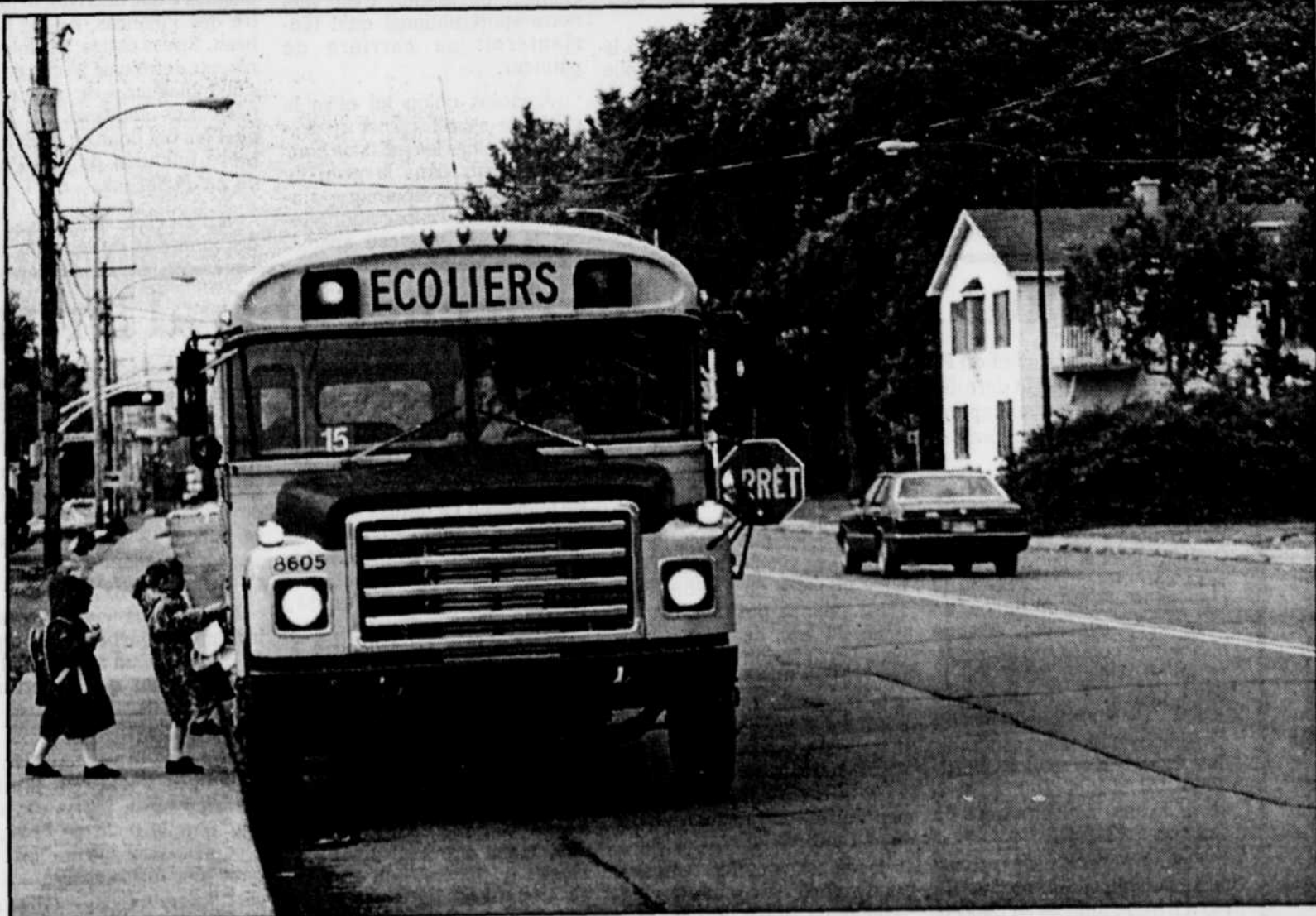
Hier, la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) a dénoncé la multiplication d'incidents mettant en cause les forces serbes et les forces musulmanes à Sarajevo, les qualifiant de « provocations » à l'approche de la visite du Saint-Père. Le commandant de la FORPRONU pour l'ex-Yougoslavie, le général Bertrand de Lapresle, avait averti lundi qu'il ne pourrait garantir complètement la sécurité du souverain pontife.

Les Serbes ont tiré hier onze obus à partir de la zone d'exclusion autour de Sarajevo sur un secteur périphérique de la capitale bosniaque. Ce bombardement serbe apparaît également comme un défi à la menace permanente de l'OTAN d'avoir recours à des frappes aériennes contre les armes qui violeraient cette zone.

Il intervient de plus au moment où des experts du groupe de contact (États-Unis, Russie, Allemagne, Grande-Bretagne et France) sont réunis à Berlin pour tenter d'harmoniser les positions de leurs gouvernements sur une éventuelle levée partielle des sanctions contre la république fédérale de Yougoslavie (RFY-Serbie et Monténégro).

Les autobus orange reviennent

L'« Opération Orange » a débuté hier, sur le territoire de la police de Charlesbourg dans le cadre de la rentrée scolaire. Jusqu'à vendredi, les policiers feront de la prévention auprès des automobilistes et intensifieront la surveillance dans les zones scolaires. Le service de police rappelle que les conducteurs qui ne s'immobilisent pas à plus de cinq mètres d'un autobus arrêté ou qui le dépassent de façon risquée, s'exposent à des amendes de 200 \$ et à une perte de neuf points d'innapitude... La prudence est de mise !



La libido du pouvoir

La dernière entrevue que j'avais faite avec Camille Laurin remontait à la mi-mars 1985. Deux mois plus tôt, il avait claqué la porte du congrès spécial du PQ, suivi de quelque 500 délégués aussi révoltés que lui par le « beau risque ».

Michel DAVID



Cet après-midi-là, dans son petit appartement des Jardins Mérici, il m'avait raconté que le jour de sa démission du cabinet Lévesque — avec les Parizeau, Léonard, Lazure et compagnie — avait été « le plus triste de sa vie ».

Il avait aussi tenu des propos extrêmement durs à l'endroit du père fondateur du PQ, dont il avait été un des plus proches compagnons d'armes depuis le tout début. « Ça me heurte profondément que, pour rester au pouvoir, on abandonne son âme, sa raison d'être. Je considère ça comme une apostasie, un reniement. Je ne suis pas capable de l'accepter. »

Assis au milieu de ses boîtes, il se promettait déjà de revenir : « Je suis un orthodoxe ou un dissident, comme vous voulez, mais je n'ai pas perdu espoir de voir les militants du PQ revenir à leurs origines, à leurs sources, à la seule idéologie qui me semble vraiment accordée aux impératifs et aux objectifs qu'un Québec moderne doit se donner. »

Bien sûr, le « doc » ne se souvenait pas de cette entrevue quand je l'ai rencontré de nouveau, hier, en compagnie de mon collègue Gilbert Leduc. J'ai quand même souri intérieurement, quand il a évoqué la « libido du pouvoir » de Robert Bourassa et de Daniel Johnson. C'est exactement ce qu'il disait de René Lévesque !

M. Johnson n'a pas tout à fait tort de dire que le retour au pouvoir du PQ constitue une sorte de retour en arrière. Manifestement, M. Laurin a la même nostalgie de la Révolution tranquille que son chef. À 72 ans, il a encore « le goût de bouger », comme dirait M. Parizeau.

Même s'il commence à trouver le rythme d'une campagne électorale un peu exigeant, il est étonnant de voir comme l'âge ne semble pas avoir prise sur lui. Et je ne parle pas de sa chevelure d'un noir plutôt suspect.

D'accord, il veut bien ralentir un peu le rythme des réformes sociales, mais il inscrit d'emblée l'action d'un futur gouvernement Parizeau dans la grande tradition sociale-démocrate qui a présidé à la naissance du PQ.

C'est précisément en raison de cette constance dans les principes et dans l'action que son virage sur la question de l'affichage étonne à ce point.

Au cours de l'entrevue, le « père de la loi 101 » a soutenu qu'il avait été mal interprété par *La Presse*, en début de la campagne, quand elle a rapporté qu'il préconisait le retour intégral à la loi 101, après un OUI au référendum.

« Pour moi, il n'y a aucun doute qu'on retournera à la loi 101 », lui faisait dire le collègue Denis Lessard. Je veux bien croire qu'il y a des fois où une déclaration peut prêter à interprétation, mais dans ce cas-ci, ça semble parfaitement clair.

« Il n'y a aucune renonciation à l'engagement à rétablir la loi 101, c'est-à-dire d'abolir la loi 86 », disait-il encore. Si les mots ont un sens, une phrase comme celle-là ne signifie certainement pas que le statu quo sera maintenu, comme le suggère maintenant M. Parizeau.

Je suis tout à fait d'accord avec le nouveau discours péquiste sur la langue. Un Québec souverain n'aurait sans doute pas besoin de la même protection linguistique qu'aujourd'hui. Sinon, on peut se demander à quoi ça servirait de faire l'indépendance. Sauf que ce n'est pas ce que disait M. Laurin. Ni son ami Guy Bouthillier, dont il appuyait la candidature dans Borduas.

Depuis un an, la gestion du dossier linguistique par la direction du PQ, notamment en matière d'affichage, témoigne d'une rare improvisation.

Rappelez-vous, il y a à peine un an, on proposait de limiter l'affichage bilingue aux seuls commerçants qui ont reçu leur éducation en français au Québec. Dix jours plus tard, le 12e congrès national préconisait plutôt un retour aux dispositions initiales de 1977, donc avant les adoucissements apportés en 1983.

Le libellé de la résolution adoptée était tellement emberlificoté qu'à l'issue du congrès, M. Parizeau avait déclaré le plus sérieusement du monde : « Je l'ai laissée passer, je ne sais pas ce que ça veut dire. » Imaginez, le chef du parti ne comprend pas ce qui constitue toujours le programme programme officiel du parti !

À la veille des élections, nouveau virage à 180 degrés. Cette fois, on s'engage simplement à faire un état de la situation générale du français au Québec. Depuis deux jours, M. Parizeau en est même rendu à proposer le maintien du statu quo.

Je ne sais pas si ce cafouillage résulte de cette « libido du pouvoir » dont parlait le docteur Laurin, mais je commence à me demander si gens-là n'ont pas besoin d'une bonne psychanalyse pour mettre un peu d'ordre dans leurs idées.

ÉLECTIONS 94

Camille Laurin enterre la loi 101

MONTREAL — Le père de la Charte de la langue française, Camille Laurin, enterre définitivement la loi 101.

par GILBERT LEDUC
LE SOLEIL

En entrevue au SOLEIL, le candidat du PQ dans Bourget a déclaré que l'abolition de la loi 86 et le rétablissement de la Charte de la langue française dans son intégralité, deux éléments centraux du programme du PQ, mais qui sont totalement absents de la plate-forme électorale, « n'étaient plus une priorité pour le moment ».

Pour le docteur Laurin, l'attention d'un prochain gouvernement dirigé par Jacques Parizeau devra être dirigée vers le rétablissement d'un Québec abandonné à son sort par neuf années d'inaction des libéraux.

À l'instar de Jacques Parizeau, qui se fait le défenseur du statu quo linguistique, (mais qui avait pourtant signifié, en juin 1993, lors de l'adoption de la loi 86, son intention de la hacher menu aussitôt que le PQ détrônerait le PLQ), Camille Laurin repousse l'idée d'abolir la loi 86 et de ramener la loi 101 dans toute sa force aussitôt que le PQ prendra le pouvoir.

Il va plus loin et affirme que le rétablissement de la Charte de la langue française ne sera pas indispensable le jour où le Québec deviendra souverain. Le docteur Laurin refuse obstinément de considérer toute défaite à un scrutin référendaire, donc de dire ce que fera un gouvernement péquiste, dans le dossier linguistique, si l'électo-

rat devait rejeter l'option souverainiste.

« Je constate qu'il y a eu des progrès considérables, depuis 1977, au chapitre de l'affichage », affirme-t-il pour expliquer son désir de ne pas rouvrir le débat linguistique. « Même si l'on relève annuellement 1000 à 1200 infractions, il reste que l'affichage est maintenant essentiellement en français partout au Québec. »

Au sujet de la loi 86 votée par les libéraux, M. Laurin reconnaît que le bilinguisme est de retour dans les textes de loi, « mais il ne l'est pas dans la réalité de tous les jours ». Il fait remarquer que depuis l'adoption du compromis linguistique des libéraux, il n'y a pas eu d'augmentation d'affiches bilingues ou unilingues anglaises dans les rues de Montréal. « Ja-

mais les Québécois n'accepteront un retour à l'affichage bilingue ou unilingue anglais. Ça serait la révolution. À l'usage, ils ont découvert le goût de la liberté, de la fierté et de la dignité », affirme-t-il, en ajoutant que même les anglophones se rendent compte, aujourd'hui, que l'utilisation du français n'affecte pas leurs affaires.

« Si on gagne le référendum, la situation linguistique va se poser autrement, insiste le candidat de Bourget. Il n'y aura plus l'article 93 de la constitution canadienne garantissant la survie des écoles confessionnelles, la Cour suprême ne sera plus là, la Charte canadienne des droits et libertés sera remplacée par la nôtre, il n'y aura plus de ministères fédéraux qui échapperont à la loi québécoise ni de législations fédérales en-

courageant le bilinguisme. Ça va changer complètement. »

Identifié comme souverainiste « pur et dur », le psychiatre de 72 ans est convaincu que l'indépendance du Québec est proche. Il ne se laisse pas démonter par les sondages qui affirment le contraire. « Attendez la campagne référendaire », promet-il.

« Comparativement à 1980, nous n'aurons pas un adversaire aussi redoutable que Trudeau, mais plutôt un dénommé Chrétien dont les attitudes constitutionnelles centralisatrices sont connues, conspuées et honnies par la majorité québécoise », conclut-il en ajoutant que Daniel Johnson pourrait bien ne plus être dans le portrait si son parti ne parvient pas à faire élire plus de 35 députés lundi.

Johnson presse les Québécois à dire NON lundi

SHERBROOKE — Le chef libéral Daniel Johnson a accentué encore hier l'accent référendaire de sa campagne électorale en invitant les Québécois à dire NON au Parti québécois dès le 12 septembre pour empêcher la tenue d'un référendum qui « diviserait et affaiblirait le Québec ».

textes de GILLES BOVIN
LE SOLEIL

« S'imaginer qu'un NON au référendum est une garantie de sécurité et de stabilité, c'est de faire fausse route. C'est de faire fausse route dans le sens où la réflexion, les bilans, les efforts de mémoire qu'on peut faire, nous amènent bien évidemment à jeter le Québec dans l'instabilité avec un vote en faveur du Parti québécois », soutient M. Johnson qui faisait campagne pour la deuxième fois en deux semaines dans l'Estrie.

Pour le chef libéral, l'élection d'un gouvernement péquiste mène directement à un référendum « qui n'a d'autre effet que de nous affaiblir et de nous diviser ».

Devant la Chambre de commerce de Sherbrooke, le chef libéral a évoqué les divisions « jusque dans les familles » qui ont marqué le référendum de 1980 et l'affaiblissement de la position du Québec dans les négociations constitutionnelles. « Un NON au référendum, ce n'est pas une caution ou une garantie qu'on peut se reprendre. Il sera trop tard et on se sera fait avoir. »

Interrogé sur les informations qui circulent dans certains milieux libéraux fédéraux voulant que Jean Chrétien devrait diriger les forces du NON dans un référendum, M. Johnson a refusé de spéculer sur la question. « Non seulement on s'en va dans une hypothèse, mais vous me parlez de gens qui n'ont pas le courage de se nommer et de se montrer, alors... »

Le premier ministre a par ailleurs vu son passage à la Chambre de commerce sérieusement perturbé par une centaine de propriétaires de vidéopokers mécontents de l'entrée de l'État dans leurs lucratives activités. Le président de l'Association de l'amusement du Québec, Pierre Bourgault, a complètement monopolisé la période de questions pour accuser le chef libéral d'être responsable de la disparition de 16 600 emplois dans cette industrie.

« Vous avez volé des gains d'entreprises privées. Quand vous aurez fini de crucifier l'entreprise privée, qu'est-ce qui va arriver avec nos jobs ? » s'est interrogé M. Bourgault, qui ne cache pas qu'il a l'intention d'appuyer le PQ. « On a tenté de cadrer ça dans des établissements où l'accès des jeunes est plus facilement contrôlable. On a fait des efforts considérables pour bien baliser ça », a indiqué le premier ministre en précisant que pour des raisons sociales, il n'est pas question de redonner cette industrie à des intérêts privés.

Sur les ondes d'une station radiophonique locale, où il a subi un nouvel affrontement avec un animateur agressif, M. Johnson a soutenu que le gouvernement avait choisi d'intervenir plutôt que de laisser « le crime organisé s'occuper de ça ».

Quant aux emplois perdus, le chef libéral répliqua que d'autres personnes ont pris la relève et que de nouvelles entreprises sont nées pour la fabrication et l'entretien des appareils de Loto-Québec, comme la firme Speelo, à Sainte-Anne-des-Monts.

M. Johnson était hier dans l'Estrie pour prêter main-forte à la vice-première ministre, Monique Gagnon-Tremblay, qui multiplie les efforts pour conserver son comté de Saint-François.

Celle-ci a soutenu qu'un « vote pour l'Action démocratique du Québec est un vote pour le Parti québécois ». Craignant de donner l'impression de concéder la victoire au PQ, la ministre s'est empressé d'ajouter que le parti de Jacques Parizeau ne prendra pas le pouvoir le 12 septembre. Interrogé sur le même sujet, Daniel Johnson s'est gardé de tout commentaire.



Stressé, le premier ministre ? Les gens de MusiquePlus lui ont offert une petite heure de détente, hier, massage compris.

Le politicien qui rêve de patiner

MONTREAL — Daniel Johnson a eu l'occasion de lancer son oeuf hier soir. Des quatre cibles que lui offrait MusiquePlus à son émission *Politiquement direct*, c'est celle du « décrochage scolaire » qui a écopé, à quelques poutces près du « déficit ».

L'emploi, première priorité des libéraux dans cette campagne, faisait également partie des cubes à atteindre. Elle était cependant tout juste à côté de la cible « travailleurs de la construction » que le chef libéral ne pouvait se permettre d'attraper par inadvertance.

Quant au totem du chef libéral, il faudra repasser. Daniel Johnson n'a pas fait partie des scouts et c'est plutôt au hockey que le chef libéral occupait ses belles années de jeunesse. Encore aujourd'hui, s'il pouvait changer de métier, c'est vers notre sport national qu'il réorienterait sa carrière de patineur.

À moins qu'on lui offre le choix de se réincarner : il traverserait alors les galaxies pour se retrouver dans la peau de Han Solo, ce sympathique contrebandier de l'espace qui pilotait le vieux vaisseau spatial,

émission d'une heure où le premier ministre s'est fort bien tiré d'affaire. Les difficultés de sa journée dans l'Estrie l'ont rejoint sur le plateau de *Politiquement direct*. Une jeune auditrice lui a en effet demandé comment « il allait se sortir du pétrin » où il risque de s'être placé à l'occasion d'un autre duel avec un animateur radiophonique de la région.

Sur les ondes d'une station de Sherbrooke, M. Johnson a révélé que son gouvernement et le gouvernement fédéral avaient versé 5 millions \$ à une entreprise de la région, Waterville G.T., qui fabrique des pièces automobiles qu'elle exporte aux États-Unis. En point de presse, par la suite, M. Johnson a reconnu que la diffusion de ces informations pourrait porter ombrage aux exportations de cette firme si ses concurrents américains décidaient de se plaindre en vertu de l'entente de libre-échange.

Hier soir, M. Johnson a expliqué qu'il ne pouvait laisser un animateur de radio sous-entendre que le premier ministre du Québec est un menteur sans réagir.

Les élans nationalistes du chef libéral irritent Parizeau

SAINTE-FOY — Le chef du Parti québécois, Jacques Parizeau, s'est dit révolté par la dernière déclaration du premier ministre Daniel Johnson sur son appartenance québécoise et il l'accuse de dire n'importe quoi pour se rendre populaire.

par DONALD CHARETTE
LE SOLEIL

En tournée dans la région de Québec, le chef péquiste a ouvert son discours devant la Chambre de Commerce de Sainte-Foy avec une attaque bien sentie contre son adversaire qui a déclaré lundi « si je peux concevoir, comme plusieurs, être Québécois sans être Canadien, je ne peux concevoir être Canadien sans être Québécois ». C'est renier, dit M. Parizeau, 30 ans de négociations du Québec.

En conférence de presse après son allocution, le chef du PQ a livré le fond de sa pensée,

en réponse à des questions de journalistes anglophones, en affirmant « après 30 ans de négociations constitutionnelles c'est, en un sens, révoltant qu'un premier ministre du Québec définit ainsi sa position. On termine 30 ans de négociations dans la confusion la plus totale. (en parlant de M. Johnson) Je suis n'importe quoi que n'importe qui d'entre vous souhaite, même dans la définition de mon pays. Je vais en dossier n'importe quelle position qui semble populaire n'importe quand... Mon Dieu. »

Dans un premier temps, il avait refusé de commenter davantage ce virage du chef libé-

ral qui s'est déjà défini comme Canadien d'abord et avant tout en pressant les médias de langue anglaise de reproduire intégralement la citation de M. Johnson. Selon lui, un réseau de télévision l'a diffusé en l'ampoutant de sa première partie ce qui en modifie la portée. « Lisez-la, traduisez-la, je vous en prie », de mentionner M. Parizeau.

Devant une salle bondée à Sainte-Foy le chef de l'opposition a soutenu que cette affirmation enterre en quelques sortes le « Maître chez nous » de Jean Lesage, « L'égalité ou l'indépendance » de Daniel Johnson père, la « Souveraineté-association » de René Lévesque, ainsi que toutes les réformes du fédéralisme du type « souveraineté culturelle » et « fédéralisme rentable ».

« Nous avons passé 30 ans à faire des 8 sur la glace, à stériliser l'action du Québec et celle du Canada », d'affirmer M. Parizeau, en rappelant que, malgré tout cela, un sondage récent du *Globe and Mail* établit que seulement 18 % des Canadiens anglais appuient l'idée de société distincte.

Il a terminé son discours en invitant les Québécois à « régler ça en 1995 » en se donnant un pays normal qui fonctionne normalement.

Refaire l'État

Devant son auditoire d'hommes d'affaires, le chef souverainiste a repris son discours sur la taille de l'État, la décentralisation vers les régions des décisions.

Il se trame au Québec, estime-t-il, une véritable « ré-

volte des régions » et il soutient vouloir régionaliser les décisions, quitte à provoquer une « apoplexie psychologique au Conseil du Trésor ».

Par ailleurs, le chef péquiste a voulu mettre un terme au triomphalisme à six jours des élections en prévenant ses troupes « qu'il n'y a rien de gagné en politique ». « Le 12 septembre n'est pas arrivé, il faut éviter l'excès de confiance. Certains ont l'impression que Ça y est », a-t-il déclaré, soulignant par ailleurs qu'il n'a donné à personne le mandat de préparer la constitution du prochain conseil des ministres.

En conférence de presse il a paru irrité de textes de journalistes qui spéculaient sur les nominations possibles au cabinet.



Le PQ sort l'artillerie lourde dans Rivière-du-Loup

RIVIÈRE-DU-LOUP — Le ton monte dans le comté de Rivière-du-Loup devenu l'objet ces derniers jours de visites ininterrompues de témoins péquistes. Le chef de l'Action démocratique et candidat dans Rivière-du-Loup, Mario Dumont, parle de campagne de salissage.

□ «Il y a de la panique dans la cabane», commente Mario Dumont

campagne électorale, pas moins de neuf personnalités du monde politique indépendantiste viennent ou viendront signifier leur appui au candidat péquiste Harold Lebel. Parmi eux, Guy Chevette, Pauline Marois, Jean Rochon et le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard.

de blitz pour qualifier les efforts de dernière heure de la machine électorale péquiste pour battre Mario Dumont. «Les électeurs du comté de Rivière-du-Loup n'ont pas à gaspiller leur vote en protestation. Et le PQ n'a pas intérêt à perdre le comté de Rivière-du-Loup», soutient M. Castonguay.

égard les péquistes de Rivière-du-Loup.

«Il y a de la panique dans la cabane», constate le chef de l'Action démocratique, qui qualifie le tout de campagne de salissage.

Les péquistes accusent Mario Dumont de vouloir troquer son futur vote référendaire s'il est élu en faveur de certains dossiers du comté, ce que réfute le candidat de l'Action démocratique.

Les gros canons

Hier, le candidat Lebel a accompagné le chef Jacques Parizeau à Saint-André-de-Kamouraska. Cette visite du leader péquiste a été précédée lundi de celle des députés Guy Chevette et Pauline Marois, qui ont rencontré les résidents du rang 6 de Saint-Antoine. Ces citoyens avaient vivement manifesté leur mécontentement lors de la visite du premier ministre Daniel Johnson à Rivière-du-Loup.

Demain soir, un grand rassemblement péquiste et bloquiste est prévu à l'hôtel Universel de Rivière-du-Loup, avec le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, et tous les candidats péquistes du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie.

Enfin, les députés Jeanne Blackburn, Jacques Baril, Jacques Brassard, Louise Harel et le candidat dans Charlesbourg, Jean Rochon, séjourneront dans le comté de Rivière-du-Loup cette semaine pour prêter main-forte à Harold Lebel.

par CARL THÉRIAULT
collaboration spéciale

Au cours de ce dernier droit de la

Le responsable de l'organisation du PQ dans le comté de Rivière-du-Loup, Sylvain Castonguay, n'hésite pas à utiliser l'expression

Mario Dumont affirme que plusieurs décideurs du comté lui ont fait part des «propos particuliers» que tiennent en privé à son

Mme Boucher expose ses positions aux candidats

SAINTE-FOY — En l'absence des représentants péquistes, la rencontre organisée par Andrée Boucher avec des candidats régionaux a surtout permis hier à la mairesse d'exposer en long et en large ses positions, et à recevoir des appuis de ses hôtes.

par PIERRE-PAUL NOREAU
LE SOLEIL

Du moins, pour la première moitié à laquelle a pu assister LE SOLEIL et qui a permis de toucher à cinq des 10 questions soumises par la dirigeante de la ville de Sainte-Foy, ce fut «une soirée d'adoration mutuelle» comme le qualifiait à voix basse un des quelque 150 citoyens présents à la séance du conseil.

En fait, il n'y a pas eu de débat. La mairesse a précédé chacune de ses questions d'une mise en situation et d'un exposé de sa position, le tout durant en moyenne au moins deux fois plus longtemps que la réponse de l'un ou l'autre des candidats.

Sur les thèmes des fusions municipales, des regroupements des services policiers, de la fermeture des écoles, de la transformation de l'autoroute Duplessis en boulevard urbain et du logement social, Sylvia Garcia, Margaret Delisle et André Arthur ont entonné à quelques virgules près, tout à fait le même refrain que Mme Boucher.

De toute façon, dès le rejet de son invitation par les trois candidats péquistes dont les circonscriptions touchent la ville de Sainte-Foy, Mme Boucher avait rendu son verdict. «C'est du mépris, expliquait-elle hier, quelques heures avant le début de la séance. Ce n'est certainement pas un gage d'être à l'écoute des citoyens».

Mme Boucher se méfie d'un prochain gouvernement péquiste, les candidats régionaux étant à son avis «anti-Sainte-Foy». L'ancien président de la Communauté urbaine de Québec et candidat péquiste dans Limoilou, Michel Rivard, l'inquiète tout particulièrement avec sa proposition de faire des études sur les regroupements. «Après 25 ans de politique, j'ai le nez assez fin pour sentir ce qui s'en vient» argue-t-elle à propos des intentions péquistes.

Pas la formule

Le péquiste Paul Bégin dont le comté de Louis-Hébert englobe une très bonne partie de Sainte-Foy a, quant à lui, fait valoir que la formule proposée ne lui convenait pas.

«Je souhaitais personnellement entendre les préoccupations, les attentes et les espoirs du conseil de Sainte-Foy... J'ai d'ailleurs eu des rencontres de ce genre-là avec plusieurs acteurs importants de la région, comme le recteur de l'université, les dirigeants du Parc technologique, etc.» Il a réitéré d'ailleurs hier son offre de rencontrer Mme Boucher et son conseil dans un contexte moins formel et sur des questions moins locales.

Andrée Boucher avait précédemment insisté sur le fait que les politiciens escamotent un peu trop facilement les débats quand les sondages les donnent gagnants. «Moi, même avec des sondages qui me donnaient 80 % d'appuis, je n'ai jamais refusé les débats... Les citoyens ont le droit de savoir dans cette campagne, ce qui les attend au niveau municipal et qui, dans les candidats en lice, est le plus susceptible de protéger leurs intérêts.»

■ Charest attend le référendum

SHERBROOKE — Le chef intérimaire du Parti conservateur, Jean Charest, n'a pas participé activement à la campagne électorale québécoise, mais il entend bien s'impliquer dans le prochain référendum. Il signale d'ailleurs que s'il n'a pas participé à la campagne en cours, «ça ne veut pas dire que je suis indifférent, bien au contraire». M. Johnson «faisait le travail qu'il y avait à faire et on ne m'a pas demandé non plus» d'y participer. Seul député conservateur du Québec, Jean Charest, juge qu'il n'y a rien «d'irréconciliable à être à la fois Québécois et Canadien» et qu'il s'agit d'un «faux débat». Quant à savoir qui, de Chrétien ou de Johnson, devrait diriger la campagne référendaire, M. Charest refuse de s'impliquer dans ce débat, mais il signale que s'il y a un référendum au Québec il a «l'intention d'être fidèle à mes convictions et de faire ce que je peux» pour aider le NON.

■ Fourrez ça dans LE SOLEIL !

SAINTE-ANNE-DES-MONTS — Le chef péquiste Jacques Parizeau a complété sa journée d'hier en allant donner un coup de main à son candidat dans Matane, l'animateur Matthias Rioux. Devant 600 partisans, il a reconnu la puissance de la presse et du SOLEIL plus particulièrement. Il était en train de dénoncer comme une «idiotie» le fait que le CLSC de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine aient refusé de payer 6 \$ l'heure à une infirmière qui donnait des traitements d'hémodialyse à Jérôme Lepage, un quinquagénaire de Sainte-Anne-des-Monts (l'homme devrait se faire traiter à Québec, une dépense de 900 \$ par semaine), quand il apprit que le cas avait été réglé. «Depuis que c'est dans le SOLEIL, c'est réglé. Vous avez juste à fourrer ça dans le SOLEIL et ça va se régler», s'est-il exclamé.



Le mal des Transports

Ne briguant pas les suffrages en vue d'un siège à l'Assemblée nationale, mais seulement candidat aux meilleures cotes d'écoute, la station de télévision Télé-4 ne jouit pas des mêmes privilèges que les partis politiques. Le ministre québécois des Transports lui a conséquemment interdit de poser ses panneaux «Votez Mongrain et Jobin» le long des routes pendant la présente campagne électorale. Certaines des affiches ont d'ailleurs perdu leur position susceptible de porter ombrage aux vrais candidats...

L'AGENDA

Voici quelques-unes des activités prévues au calendrier des partis politiques aujourd'hui:

(PC) — Le chef du Parti libéral et premier ministre du Québec, Daniel Johnson, poursuit aujourd'hui sa campagne électorale à Québec. Il sera à la radio ce matin, avant d'aller présider une séance du conseil des ministres. En après-midi, il doit prendre la parole à une assemblée partisane à Saint-Raymond.

Son adversaire, le chef du Parti québécois, Jacques Parizeau, fera une tournée-éclair des circonscriptions du Bas-du-Fleuve et rentrera à Montréal ce soir. Le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, fait quant à lui campagne en Gaspésie.

MORCEAUX CHOISIS

Quelques propos et commentaires tenus hier:

M. Johnson nous dit: j'adopterai n'importe quelle position, même sur la définition de mon propre pays, qui semble être populaire au moment où on se parle.

Jacques Parizeau
Jacques Parizeau ne fait qu'échafauder une théorie sur une déclaration que j'ai faite et quand on examine mon cheminement depuis mon entrée en politique, on s'apercevra que je n'ai jamais dévié dans mes actions de défense des intérêts du Québec.
Daniel Johnson

Début des cours : le 26 septembre



LE CENTRE PSYCHO-CORPOREL

à Québec depuis 15 ans

INITIATION AUX MASSAGES

APPROCHES CORPORELLES

Corps professoral d'expérience
Pensez à votre mieux-être en vous inscrivant à l'un de nos cours.

MASSOTHÉRAPEUTE

Devenez massothérapeute
Soirée d'information le 13 sept., 19h30
Réservez votre place
Sous la direction de Yvon Dallaire, M. Ps., psychologue
675, Marguerite-Bourgeoys, Québec (418) 687-1165

SECOURISME
À compter du 9 septembre, des cours de secourisme de la Croix-Rouge seront offerts à toute personne désireuse de posséder les connaissances et les techniques nécessaires en cas d'urgence.
Ces cours auront lieu dans les locaux de la Croix-Rouge, au 1205, boul. Charest Ouest, Québec.
Pour toute information, communiquez avec Nathalie Giroux au **687-5062 poste 3319**

L'AUTOGUÉRISON... POURQUOI PAS ?
Si vous êtes de ceux qui croient à l'amélioration de la santé par des moyens naturels, nous vous invitons à une soirée d'information gratuite visant à vous faire connaître la phytothérapie, le rôle du thérapeute, ainsi que la formation disponible dans le domaine.
Pour information : Lucien Morin
Tél. : (418) 833-3774 • 1-800-463-4319

Mais à quoi songe-t-elle ?
— Sûrement aux cours en aménagement d'intérieur (formation professionnelle, cours à temps partiel) ou bien aux cours de décoration intérieure (culture personnelle) offerts par l'école YMCA • IMAGINE
«L'art de transformer son cadre de vie ou celui des autres»
RENTREE '94
INFORMATION • INSCRIPTION
YMCA • IMAGINE
870, av. De Salaberry
Québec
418.523.4020
Le YMCA de Québec : 140 ans d'implication dans la vie culturelle d'ici

Félicitations Suzanne et Roland !



Suzanne R. Roy
conseillère



Roland Renaud
conseiller

Automobiles Prime Roberge Nissan félicite chaleureusement madame Suzanne R. Roy et monsieur Roland Renaud qui se sont classés ex aequo meilleurs vendeurs pour le mois d'août.

Madame Roy et monsieur Renaud profitent de l'occasion pour vous inviter à notre grande liquidation des modèles 1994. Vous pourrez également bénéficier d'un taux de financement de 5,8 % à l'achat des modèles Sentra 4 portes et Altima 1994.



822-1475

6964, boul. Sainte-Anne
L'Ange-Gardien G0A 2K0

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Est du Québec

désire vous informer du déménagement de ses bureaux présentement situés au 140, rue Saint-Germain ouest, à Rimouski. À compter du 12 septembre 1994, notre nouvelle adresse sera :

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
850, Route de la mer
Case postale 1000
Mont-Joli (Québec)
G5H 3Z4

Si vous désirez de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec nos bureaux au (418) 775-0951 ou par télécopieur au (418) 775-0956.

Public Works and Government Services Canada

Eastern Quebec

would like to inform you that our offices located at 140 West St-Germain Street in Rimouski are moving. Effective September 12, 1994, our new address will be :

Public Works and Government Services Canada
850 Route de la mer
P.O. Box 1000
Mont-Joli, Quebec
G5H 3Z4

If you require more information, please call our offices at (418) 775-0951 or by fax at (418) 775-0956.



Service de médiation aboli

QUÉBEC (PC) — Le ministère de la Justice a aboli « en douce », le 1er juillet, le service de médiation créé au sein de la Cour des petites créances, soutient l'Association des juristes de l'État. Ce faisant, le ministère a « détruit froidement et maladroitement des services à la population qui étaient nécessaires à la bonne marche de l'administration de la Justice », a déclaré le porte-parole de l'Association, Me Marc Bergeron. Mais ce point de vue a été contredit par Sylvie Cadrin, adjointe de presse du ministre de la Justice, Roger Lefebvre. Selon Mme Cadrin, le service de médiation à la Cour des petites créances est disponible partout à travers le Québec depuis septembre 1993. Une vérification dans certains palais de justice a indiqué toutefois que ce n'est pas le cas. En Abitibi-Témiscamingue par exemple, le service n'est plus disponible, a-t-on indiqué au palais de justice de Val-D'Or.

La fête!

C'était la fête, hier après-midi, au foyer de Loretteville, où la direction avait décidé de célébrer l'anniversaire de 16 pensionnaires nonagénaires. La plus ancienne de ces pensionnaires, Mme Marie-Ange Fiset, a 99 ans. On ne comptait que deux hommes dans le groupe : M. Magella Lemieux et M. Roméo Fournier. Celui-ci a d'ailleurs la chance de demeurer avec sa conjointe de toujours, Alma Fournier, elle aussi nonagenaire. On a aussi particulièrement souligné le long passage dans cette institution de Mme Thérèse Noreau qui y habite depuis 24 ans. Les autres nonagénaires, dont certaines n'étaient pas présentes, sont Mesdames Alma Poitras, Marie Têtu, Antoinette Métivier, Yvonne Caron, Germaine Mailhot, Rose-Aimée Paquet, Blanche Légaré, Germaine Drolet, Valdo Cullin, Malvina Jinchereau et Mezele Lockwell.



Chambly: des arrestations «sauvages»

LONGUEUIL (PC) — Le Syndicat canadien de la fonction publique a vertement dénoncé hier « la façon sauvage et antidémocratique » dont la SQ a agi, en s'introduisant vers 6 h 15 le 1er septembre chez sept fonctionnaires travaillant au poste de police de Chambly pour les interroger plus tard à la base de Longue-Pointe.

Une trentaine d'individus arrêtés et accusés à la suite du coup de force de la SQ jeudi dernier au service de police de Chambly, ont défilé hier devant le juge Lucien Roy, de la Cour du Québec, à Longueuil.

La plupart des accusés ont pu recouvrer leur liberté moyennant diverses conditions jusqu'à leur enquête préliminaire.

ENAP
LE CARREFOUR UNIVERSITAIRE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

SESSIONS DE PERFECTIONNEMENT OFFERTE À QUÉBEC EN SEPTEMBRE ET OCTOBRE 1994

Les préalables à la gestion globale de la qualité	21-22 septembre
Tableau de bord de gestion	26-27-28 septembre
Le gestionnaire et les stratégies de mobilisation	27-28-29 septembre
La gestion de projets : principes, démarche, méthodes et techniques	3-4-5 octobre
Planification de l'évaluation des programmes publics	4-5 octobre
Planification stratégique : introduction	4-5-6 octobre
Analyse et interprétation de sondages : introduction	12 octobre
Gestion des conflits	12-13-14 octobre
Comment lire les états financiers du secteur privé	12 octobre
Comment interpréter les états financiers du secteur privé	13 octobre

Pour tout renseignement additionnel
France Mailly (418) 657-2485

Université du Québec
École nationale d'administration publique

AVIS EST PAR LA PRÉSENTE DONNÉ QUE la 35e assemblée générale annuelle des membres de la Fondation des maladies du cœur du Québec sera tenue au Salon Opus II de l'hôtel Delta Montréal, 475, avenue du Président-Kennedy, Montréal (Québec), le vendredi 30 septembre 1994 à 15 h 30.

Par ordre du secrétaire
Me Marc Duquette

RÉSULTATS
Tirage du 94-09-06

1	2	11	12	13
17	23	28	29	30
39	42	44	45	51
52	61	64	69	70

Prochain tirage: 94-09-07
T.V.A. le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

CONFÉRENCE-ATELIER

avec **FRÉDÉRIC-ANDRÉ HURTEAU**
M.A. PSYCHOLOGIE TRANSPERSONNELLE
ESTIME DE SOI, LÂCHER PRISE ET INTUITION

Lâcher prise et se détacher du passé, de souvenirs souffrants: deuil, rupture, échec. Être soi-même, se faire confiance et ne pas se laisser manipuler. Écouter son intuition, trouver ses réponses et être plus créatif. Dire "oui" à l'amour. Vivre en paix avec soi-même.

DATE: le vendredi 16 septembre à 19h 30
LIEU: Holiday Inn Ste-Foy 3125, Hochelaga

RESERVATIONS: 1-800-465-6550

A VENIR:
Guerrier intérieur et estime de soi (3 jours) 24 au 26 septembre ou 8 au 10 octobre
Formation en psychologie Transpersonnelle 350 heures, début: 15 octobre

Souper anniversaire GRATUIT!

Venez célébrer un anniversaire de naissance au KYOTO durant le mois de SEPTEMBRE, en groupe de quatre personnes ou plus et nous offrons le REPAS GRATUIT à la personne dont c'est l'anniversaire. Ce délicieux repas comprend: entrée de crevettes, soupe, salade KYOTO, plat principal STEAK SAMOURAI et POULET HIBACHI, avec légumes orientaux, riz, thé et dessert spécial.

Kyoto
560, GRANDE ALLÉE EST
529-6141

LA MAISON DU STEAK SPECTACULAIRE

Les bons bonis font les bonnes affaires!

AST COMPUTER

199900

- Bloc-notes Advantage! NB 486SX/33
- RAM de 4 Mo extensible à 20 Mo
- Disque dur de 120 Mo
- Unité de disquette 3.5" haute densité 1.44 Mo
- Boule roulante intégrée
- Écran LCD monochrome de 9 1/2" rétroéclairé
- Bus VGA local
- MS-DOS 6.21 et Windows 3.11
- Faxmodem interne • Pèse moins de 3 kg

2513517

COMPAQ Presario 433

169900

- Garantie 3 ANS
- 486SX/33 DISQUE DUR DE 200 Mo
- SOUTIEN TÉLÉPHONIQUE 24 HEURES
- Compaq Presario 433 modèle 200
- Processeur 486SX/33 • Disque dur de 200 Mo
- RAM de 4 Mo • Prêt pour Intel OverDrive®
- Écran SVGA 14" intégré
- Plusieurs logiciels installés
- Faxmodem avec répondeur
- Garantie de 3 ans avec 1 an sur place
- DOS et Windows français ou anglais 2514200/01

2 offres spéciales!

À l'achat d'un PS/1, vous recevrez un gratteux vous donnant la chance de gagner un des 26 000 prix INSTANTANÉS signés Spalding. 10 CD en BONI! Une offre exclusive de Radio Shack! Vous recevrez 10 logiciels sur CD-ROM supplémentaires à l'achat d'un PS/1. Expire le 30 sept.

239900 Prix suggéré 2599.00

- 486SX 33 MHz • Disque dur de 253 Mo
- RAM de 4 Mo • CD-ROM à 2 vitesses
- Carte de son Sound Blaster 16™
- Garantie 3 ans • Soutien 1-800 à vie
- Écran SVGA couleur
- Français ou anglais 2514103/2

Épargnez \$100 de plus si vous achetez un PS/1 et une des imprimantes ci-dessous. Vous recevrez un coupon de remise postale de \$100.

RABAIS \$30. Imprimante HP DeskJet 500C couleur pour imprimer graphiques et images. 2618850*. Cour. 579.00 **solde 549.00**
 HP LaserJet 4L. Vitesse de 4 pages par minute. 2618881* **969.00**
 HP DeskJet 560C. 2618854* **969.00**
 HP LaserJet 4P. 2618882* **1499.00**

*Une commande spéciale peut être nécessaire.

OFFRE EXCLUSIVE!
Achetez une imprimante HP DeskJet 520 (2618853) avec un IBM PS/1 et Radio Shack soustraira \$50 du prix total.

HP DeskJet 520. Vitesse de 3 pages/min. Quantité limitée, aucune commande différée. 2618853

rabais \$70
39900 ~~469.00~~

DOUBLE OFFRE BONI!

À l'achat du bloc-notes AST Advantage! NB, vous recevrez un coupon de \$100 pour l'achat d'accessoires supplémentaires (doit être utilisé au moment de l'achat). PLUS, vous recevrez en BONI une mallette de transport pour votre bloc-notes. Expire le 30 septembre.

Microsoft OFFRE BONI!

À l'achat d'un Compaq, vous recevrez un bon donnant droit à un exemplaire du logiciel de traitement de texte Microsoft Word V. 6.0 en BONI. Une valeur de \$459.95!
Expire le 25 sept.

0% D'INTÉRÊT
Aucun acompte
Aucun paiement
Demandez les détails

Radio Shack
L'endroit totalement branché

DEMANDEZ LA VÔTRE! Une carte de crédit Radio Shack vous permet de faire vos achats sans tarder. Nous indiquons les prix de détail réels sans les taxes applicables. Nous rejetons toute responsabilité relative aux erreurs photographiques ou typographiques. Le magasin ou détaillant Radio Shack le plus proche est dans les pages blanches.

Expire le 30 sept. 94

PAS D'EMPLOIS POUR LES FINISSANTS

À la CADEUL, nous pensons que l'avenir économique et social du Québec passe par l'amélioration de la situation de l'emploi chez les jeunes et particulièrement chez les finissants universitaires.

Nous croyons aussi que l'amélioration de la qualité de la formation universitaire, couplée à l'amélioration de son accessibilité, permettront aux Québécois

d'entrer avec dynamisme dans cette nouvelle ère de mondialisation des marchés.

Les représentants de la CADEUL ont rencontré des candidats de différents partis aux prochaines élections afin de savoir ce qu'ils comptaient faire pour les jeunes.

Louis-Hébert

PLQ Silvia Garcia
• l'augmentation des frais de scolarité reste une solution
• supporte l'idée des 50 000 stages aux jeunes

PQ Paul Bégin

• s'engage à faire des pressions afin de faire effacer le prêt des étudiants terminant leurs études dans les temps prescrits
• favorise un programme de parrainage aînés-étudiants jumelé à un programme de préretraite, afin d'améliorer l'intégration des étudiants sur le marché du travail, notamment dans la fonction publique

PADQ Gaétane Lamontagne

• appuie la plate-forme du parti en matière d'éducation et d'emploi chez les jeunes

Ind. Serge Montambault

• croit que l'aide financière est insuffisante
• croit à la gratuité des études pour ceux qui n'ont pas les moyens de payer
• veut établir un règlement universitaire assurant un seuil de disponibilité minimal des enseignants

Jean-Talon

PLQ Margaret F. Delisle
• supporte l'idée d'offrir 50 000 stages aux jeunes
• croit que le système d'éducation doit être adapté à la réalité
• croit que les frais de scolarité doivent être indexés proportionnellement au coût de la vie

PQ Diane Lavallée

• désapprouve la réforme du collégial
• veut une concertation entre étudiants, enseignants et dirigeants avant de modifier le système d'éducation
• considère que la formation générale manque de diversité
• préconise un accès universel aux études

PADQ Stéphane Gagnon

n'a pu être rejoint

Dév. Québec Patrice Fortin

• souhaite la diminution des prêts, une augmentation des bourses au coût de la vie et une réduction dans les délais rencontrés dans le système de l'aide financière
• suggère que l'âge minimal pour quitter les études soit haussé à 18 ans, ce qui réglerait le problème du décrochage
• préconise une plus grande collaboration entre les entreprises et les institutions d'enseignement lors de la définition des programmes et de l'application de programmes de formation continue en entreprise

Charlesbourg

PLQ Robert Gingras
• en accord avec d'autres candidats libéraux, préconise la tenue d'une table de concertation sur l'enseignement supérieur avec des intervenants de tous les milieux afin d'étudier les dossiers de l'aide financière et des frais de scolarité, de conserver l'accessibilité aux études supérieures, d'orienter les jeunes dans leur choix de carrière, de maintenir et améliorer l'accès à des services périphériques. Pour les étudiants, un emploi à la fin de leurs études

PQ Jean Rochon

• souhaite, à l'instar des programmes de médecine, qu'une partie de la recherche soit orientée vers la pédagogie afin d'améliorer la formation des professeurs
• préconise un système d'aide financière favorisant les étudiants plus responsables, répondant mieux au caractère autonome de l'étudiant

PADQ André Fournier

n'a pu être rejoint

Chauveau

PLQ Rémy Poulin
• appuie le projet des 50 000 stages
• croit en un effort concret du Parti libéral sur le financement des universités

PQ Raymond Brouillette

• croit que le niveau actuel des frais de scolarité ne peut être dépassé et que la révision de l'aide financière sera acceptée si elle passe par une consultation publique
• croit aussi que les tâches des enseignants universitaires devraient être mieux modulées entre la recherche et l'enseignement afin d'offrir le meilleur enseignement possible

PADQ Gérard Sénécal

n'a pu être rejoint

Limoullou

PLQ Yvon Cloutier
• appuie la proposition d'offrir aux jeunes 50 000 stages
• pense qu'il est temps de mettre les jeunes au travail au bon endroit

PQ Michel Rivard

• est plus favorable aux bourses qu'aux prêts
• considère que les prêts sont un obstacle au démarrage de jeunes entreprises
• croit aux états généraux et au partenariat avec les étudiants

PADQ André Bernier

n'a pu être rejoint

Taschereau

PLQ Jean-Guy Gilbert
• appuie l'idée des 50 000 stages pour les jeunes
• croit en une consultation des principaux intervenants dans le milieu de l'éducation

PQ André Gaulin

• préconise une collaboration chercheurs-pédagogues qui favoriserait l'échange de connaissances et permettrait de mieux transmettre le savoir
• veut revaloriser la formation professionnelle

PADQ Lyne Tremblay

n'a pu être rejoint

Chutes de la Chaudière

PLQ Shirley Baril
• en accord avec d'autres candidats libéraux, préconise

la tenue d'une table de concertation sur l'enseignement supérieur avec des intervenants de tous les milieux afin d'étudier les dossiers de l'aide financière et des frais de scolarité, de conserver l'accessibilité aux études supérieures, d'orienter les jeunes dans leur choix de carrière, de maintenir et améliorer l'accès à des services périphériques. Pour les étudiants, un emploi à la fin de leurs études

PQ Denise Carrier-Perrault

• croit qu'on doit convoquer des états généraux pour l'ensemble du système de l'éducation
• croit à une décentralisation du système de l'éducation
• croit à une réforme du système de financement des universités
• croit à un partenariat université-entreprises
• favorable à une université sur la Rive-Sud

PADQ Jacques Bussièrès

n'a pu être rejoint

La Peltrie

PLQ Raymond Bernier
• préconise une méthode consultative avec les usagers des prêts et bourses lors de la révision
• se demande pourquoi le recteur ne s'interroge pas plus sur la surpopulation dans les classes

PQ Michel Côté

• croit qu'un système basé sur l'alternance études-travail serait un bon moyen d'intégration au marché du travail et motiverait les jeunes, favorisant la lutte au décrochage
• croit que le système coopératif aiderait les enseignants à demeurer au fait de la technologie

PADQ Richard Domm

n'a pu être rejoint

Lévis

PLQ Jean-Pierre Corriveau

• prêt à lutter contre toute hausse des frais de scolarité
• veut concilier les entreprises sur la nécessité pour les jeunes d'avoir une expérience pertinente pour trouver un emploi et ainsi promouvoir les programmes de stages en entreprise

PQ Jean Garon

• veut assurer l'accessibilité aux études par le gel des frais de scolarité et l'amélioration du système des prêts et bourses
• l'amélioration de l'enseignement passe par la concurrence inter-universités et l'abolition de la sécurité d'emploi pour les professeurs. Eux aussi doivent rester compétitifs par rapport au marché
• prône l'ouverture d'une université sur la Rive-Sud
• croit à l'importance d'un système de placement efficace dans les universités
• pense qu'on devrait revoir les lois afin de favoriser le travail à temps partagé

Vanier

PLQ André Morin

• en accord avec d'autres candidats libéraux, préconise la tenue d'une table de concertation sur l'enseignement supérieur avec des intervenants de tous les milieux afin d'étudier les dossiers de l'aide financière et des frais de scolarité, de conserver l'accessibilité aux études supérieures, d'orienter les jeunes dans leur choix de carrière, de maintenir et améliorer l'accès à des services périphériques. Pour les étudiants, un emploi à la fin de leurs études

PQ Diane Barbeau

• s'engage à faire des pressions afin que les états généraux soient entrepris au plus vite
• veut changer la mentalité des entreprises par rapport à l'efficacité des stages
• veut promouvoir un véritable système stage-travail

PADQ Éric Castonguay-Ouellet

n'a pu être rejoint

Beauce-Nord

PLQ Normand Poulin

• est d'accord avec l'idée du Parti libéral sur les 50 000 stages adaptés en entreprise
• croit aussi qu'il faudrait créer des incitatifs pour aider les jeunes à se trouver des emplois

PQ Benoît L'Heureux

• est en accord avec les engagements du Parti québécois en matière d'éducation et d'emploi chez les jeunes

Bellechasse

PLQ Gilles Guillemette

• fera des pressions au sein de son caucus afin d'améliorer la formation pédagogique des enseignants des niveaux post-secondaires
• préconise l'implantation du système coopératif études-stages dans les institutions collégiales et universitaires

PQ Claude Lachance

• dans le dossier des frais de scolarité, croit qu'il ne faut pas se baser sur les taux en vigueur hors Québec
• exercera des pressions afin d'accélérer le processus de révision des règles de l'aide financière aux étudiants
• croit qu'il est temps de faire un grand ménage dans les établissements scolaires afin d'améliorer la qualité de la formation qui y est dispensée

PADQ Benoît Aubé

n'a pu être rejoint

Montmagny-L'Islet

PLQ Réal Gauvin

• croit qu'il devrait y avoir une augmentation des frais de scolarité de 2 à 3 % par année
• favorable à une commission parlementaire sur l'éducation, mais pas trop rapide afin de permettre une réflexion approfondie

PQ Daniel Blanchet

• sensible à l'exode des étudiants de son comté
• favorable à l'implantation d'incubateurs d'entreprises qui permettraient de contrer cet exode
• souhaite revaloriser et développer les programmes de formation professionnelle dans sa circonscription

Lotbinière

PLQ Lewis Camden

• en accord avec d'autres candidats libéraux, préconise la tenue d'une table de concertation sur l'enseignement supérieur avec des intervenants de tous les milieux afin d'étudier les dossiers de l'aide financière et des frais de scolarité, de conserver l'accessibilité aux études supérieures, d'orienter les jeunes dans leur choix de carrière, de maintenir et améliorer l'accès à des services périphériques. Pour les étudiants, un emploi à la fin de leurs études

PQ Jean-Guy Paré

• trouve que la formation professionnelle et les études post-secondaires sont difficilement accessibles aux jeunes
• veut attaquer aux problèmes du système d'éducation par la convocation d'états généraux
• veut susciter une collaboration entre les maisons d'enseignement et les entreprises

Charlevoix

PLQ Daniel Bradet

• en accord avec d'autres candidats libéraux, préconise la tenue d'une table de concertation sur l'enseignement supérieur avec des intervenants de tous les milieux afin d'étudier les dossiers de l'aide financière et des frais de scolarité, de conserver l'accessibilité aux études supérieures, d'orienter les jeunes dans leur choix de carrière, de maintenir et améliorer l'accès à des services périphériques. Pour les étudiants, un emploi à la fin de leurs études

PQ Rosaire Bertrand

• est en accord avec les engagements du Parti québécois en matière d'éducation et d'emploi chez les jeunes

Montmorency

PLQ France Lefrançois-Bouchard

• en accord avec d'autres candidats libéraux, préconise la tenue d'une table de concertation sur l'enseignement supérieur avec des intervenants de tous les milieux afin d'étudier les dossiers de l'aide financière et des frais de scolarité, de conserver l'accessibilité aux études supérieures, d'orienter les jeunes dans leur choix de carrière, de maintenir et améliorer l'accès à des services périphériques. Pour les étudiants, un emploi à la fin de leurs études

PQ Jean Fillon

• est en accord avec les engagements du Parti québécois en matière d'éducation et d'emploi chez les jeunes

Portneuf

PLQ Josée Noreau

• appuie la ligne de parti quant à l'indexation des frais de scolarité à l'IPC
• croit qu'il faut réviser le système des prêts et bourses
• pense que l'enseignement doit être adapté à la réalité du marché du travail
• est ouverte à une analyse de la formule actuelle du financement des universités

PQ Roger Bertrand

• est en accord avec les engagements du Parti québécois en matière d'éducation et d'emploi chez les jeunes

PADQ Jean Larose

n'a pu être rejoint

Bonaventure

PLQ Mario Morin

• favorise la mise sur pied d'une table de concertation entre le gouvernement et les associations étudiantes, afin d'améliorer le régime d'aide financière
• appuie sans réserve la proposition Johnson visant à créer 50 000 stages pour les futurs diplômés des trois niveaux d'enseignement dispensant des programmes de formation professionnelle

PQ Marcel Landry

• est contre le ticket modérateur du collégial, qu'il considère comme un incitatif au décrochage
• croit fortement aux programmes de stages coopératifs comme geste d'une meilleure formation et comme moteur du développement économique régional
• croit que les jeunes ne sont pas que l'avenir, mais aussi le présent

PADQ Maurice Angiehart

n'a pu être rejoint

Duplessis

PLQ Tony Detroit

• en accord avec d'autres candidats libéraux, préconise la tenue d'une table de concertation sur l'enseignement supérieur avec des intervenants de tous les milieux afin d'étudier les dossiers de l'aide financière et des frais de scolarité, de conserver l'accessibilité aux études supérieures, d'orienter les jeunes dans leur choix de carrière, de maintenir et améliorer l'accès à des services périphériques. Pour les étudiants, un emploi à la fin de leurs études

PQ Denis Perron

• préconise, en matière d'aide financière aux étudiants, une meilleure accessibilité aux bourses pour les étudiants en région éloignée et la reconnaissance de l'autonomie, au même titre que la majorité, pour les étudiants de 18 ans et plus
• souhaite qu'on applique un plancher minimal régional quant au nombre de pratiquants dans certaines professions, comme en médecine et en soins dentaires

Gaspé

PLQ John Carbery

• en accord avec d'autres candidats libéraux, préconise la tenue d'une table de concertation sur l'enseignement supérieur avec des intervenants de tous les milieux afin d'étudier les dossiers de l'aide financière et des frais de scolarité, de conserver l'accessibilité aux études supérieures, d'orienter les jeunes dans leur choix de carrière, de maintenir et améliorer l'accès à des services périphériques. Pour les étudiants, un emploi à la fin de leurs études

PQ Guy Lelièvre

• est en accord avec les engagements du Parti québécois en matière d'éducation et d'emploi chez les jeunes

PADQ Bruno Cloutier

n'a pu être rejoint

Kamouraska-Témiscouata

PLQ France Dionne

• en accord avec d'autres candidats libéraux, préconise la tenue d'une table de concertation sur l'enseignement supérieur avec des intervenants de tous les milieux afin d'étudier les dossiers de l'aide financière et des frais de scolarité, de conserver l'accessibilité aux études supérieures, d'orienter les jeunes dans leur choix de carrière, de maintenir et améliorer l'accès à des services périphériques. Pour les étudiants, un emploi à la fin de leurs études

PQ Héloïse Alarie

• favorise l'implantation de formules d'alternance stages-études tant au collégial qu'à l'université
• souhaite que le contingentement dans les programmes d'études soit établi en fonction des besoins et des réalités du marché du travail et non pas en fonction du corporatisme

PADQ Yvan Ouellet

n'a pu être rejoint

Matane

PLQ Claire-Hélène Hovington

• en accord avec d'autres candidats libéraux, préconise la tenue d'une table de concertation sur l'enseignement supérieur avec des intervenants de tous les milieux afin d'étudier les dossiers de l'aide financière et des frais de scolarité, de conserver l'accessibilité aux études supérieures, d'orienter les jeunes dans leur choix de carrière, de maintenir et améliorer l'accès à des services périphériques. Pour les étudiants, un emploi à la fin de leurs études

PQ Mathias Rioux

• croit que le système scolaire devrait penser à former des entrepreneurs plutôt que des employés
• favorise un meilleur support technique aux jeunes qui veulent partir en entreprise et souhaite un jumelage entre des spécialistes et les finissants en formation professionnelle au sein d'incubateurs d'entreprises

PADQ Germain Dumas

n'a pu être rejoint

Matapédia

PLQ Henri Paradis

• en accord avec d'autres candidats libéraux, préconise la tenue d'une table de concertation sur l'enseignement supérieur avec des intervenants de tous les milieux afin d'étudier les dossiers de l'aide financière et des frais de scolarité, de conserver l'accessibilité aux études supérieures, d'orienter les jeunes dans leur choix de carrière, de maintenir et améliorer l'accès à des services périphériques. Pour les étudiants, un emploi à la fin de leurs études

PQ Danielle Doyer

• est préoccupée par la situation financière des étudiants
• souhaite l'implantation de modalités favorisant les étudiants qui doivent lier études et travail pour subvenir à leurs besoins
• favorise l'instauration de modalités permettant aux diplômés de rembourser leurs prêts, en harmonie avec leur situation financière, quelle qu'elle soit

Rimouski

PLQ Michel Tremblay

• est d'accord avec l'engagement du parti pour les 50 000 stages qu'il considère comme un moyen efficace pour sensibiliser et habituer les jeunes, durant leur formation, aux exigences réelles et au cadre de fonctionnement du marché du travail
• désire poursuivre les efforts pour améliorer la qualité de vie, la qualité de l'environnement et la qualité de l'enseignement pour tous les étudiants et étudiantes du Québec

PQ Solange Charest

• considère que les enseignants de tous les niveaux devront accepter d'être réévalués périodiquement
• favorise une diminution des prêts et une augmentation des bourses, en fonction de la capacité de payer du gouvernement
• préconise une réorientation des programmes de formation professionnelle en fonction des réalités régionales d'un système d'alternance formation pratique-études

Rivière-du-Loup

PLQ Jean D'Amour

• désire une redéfinition du régime des prêts et bourses en fonction d'une modulation régionale
• croit que l'avenir de la région et de la province passe par le développement de l'entreprise, surtout les PME
• favorise ainsi l'implantation d'incubateurs d'entreprises et de motels industriels

PQ Harold Lebel

• souhaite un meilleur équilibre entre les prêts et bourses
• désire rapprocher les institutions d'enseignement des entreprises, afin de saisir les opportunités d'affaires qui se présentent dans son comté
• compte notamment faire de la MRC des Basques un immense incubateur d'entreprises

PADQ Mario Dumont

n'a pu être rejoint

Au nom des quelque 50 000 membres, la CADEUL et les associations étudiantes des cégeps Sainte-Foy et F.-X.-Garneau tiennent à vous dire que c'est ensemble, gens de tous âges, qui ont en commun le dynamisme et le sens des idées novatrices, que nous arriverons à ouvrir aux jeunes les portes du marché du travail.

Le 12 septembre, donnons un avenir aux jeunes.

Confédération des Associations D'Etudiants et Etudiantes de l'Université Laval

CADEUL



ÉDITORIAL

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration
PIERRE DES MARAIS II

Président et Éditeur
GILBERT LACASSE

Éditorialiste en chef et adjoint à l'Éditeur
J.-JACQUES SAMSON

Rédacteur en chef
GILBERT LAVOIE

Directeur de l'information
ANDRÉ FORGUES

Voter pour ou contre la souveraineté

Pour cette fois encore, et espérons que ce sera la dernière, les Québécois devraient voter lundi en fonction d'abord de leur choix sur le statut du Québec, puisque c'est ce que dicte l'agenda politique, et non par simple dépit ou frustration.

Théoriquement, en conséquence, seuls les partisans de la souveraineté devraient voter pour le Parti québécois et tous ceux qui préfèrent le maintien du fédéralisme canadien, supporter le Parti libéral de Daniel Johnson.

Tel n'est cependant pas le cas. Des milliers de Québécois ont établi une nette distinction entre l'élection du 12 septembre et le référendum que Jacques Parizeau s'est engagé à tenir avant la fin de 1995. Ils s'apprêtent donc à élire le PQ avec une forte majorité.

Le Parti québécois compte sur un bloc de 40 % de l'électorat qui appuie avec constance la souveraineté, assortie de liens avec les partenaires immédiats du Québec, auquel il faut ajouter une importante tranche d'électeurs mécontents du régime libéral pour diverses raisons. Le Parti québécois devra donc sa victoire lundi soir prochain au vote de mécontentement de citoyens frustrés qui misent comme des métronomes sur un changement de gouvernement à tous les deux mandats depuis 1960.

Ceux-là se disent que, comme après l'élection de 1976, il sera toujours temps de bloquer les velléités péquistes de séparation, le jour du référendum venu. Chronologiquement, ils n'ont pas tort.

L'élection de lundi peut ainsi ne porter que sur le choix du parti appelé à former le prochain gouvernement. Mais allons-y voir ! Les non-souverainistes qui appuieront le Parti québécois et le porteront au pouvoir, devraient réfléchir à certaines considérations.

Est-ce que l'élection du PQ peut amener le Canada anglais à satisfaire le Québec sur le plan constitutionnel ? D'aucune façon, au contraire. Ottawa et les autres provinces attendront le Québec au lendemain d'une défaite de l'option souverainiste au référendum, lorsqu'il n'aura plus aucun rapport de force.

Le niveau de l'emploi et la qualité des services à la population peuvent-ils être améliorés à court terme ? Non. Jacques Parizeau trouvera des coffres vides. La tentation sera forte « d'acheter » un OUI au référendum en 1995 par une hausse des dépenses publiques, comme le Parti québécois l'a fait entre 1976 et 1980.

Le chef péquiste s'est déjà engagé à revoir les coupures annoncées dans la fonction publique et dans le secteur de la santé et il a fait des promesses qui totalisent plusieurs centaines de millions de dollars. Comment M. Parizeau pourra-t-il respecter ces obligations sans provoquer une nouvelle flambée du déficit ou accroître le fardeau fiscal des entreprises et des citoyens ? C'est la quadrature du cercle et les Québécois déçus ne doivent pas mettre tous leurs espoirs dans un changement qui risque fort de n'être qu'un mirage.

Le programme du Parti québécois prévoit par exemple des modifications importantes dans le partage des responsabilités entre les paliers locaux de gouvernement. Certaines de ces orientations sont fort intéressantes mais ne trouvent véritablement leur sens que dans le contexte d'un État souverain.

Une politique bien ordonnée de décentralisation vers les municipalités régionales de comté, les municipalités, les commissions scolaires, telle que prônée par le PQ, ne devrait pas en toute logique être mise en place ou même « enclenchée » avant que l'on sache quels sont les pouvoirs que le gouvernement du Québec sera appelé à assumer, donc pas avant le référendum...

•••

Le changement tant espéré par plusieurs ne peut, et même ne devrait qu'en être un de style avant le référendum, si le Parti québécois doit l'emporter lundi, comme tous les sondages nous l'annoncent.

Les Québécois fédéralistes à tout crin ou partisans d'un nouveau partage des pouvoirs entre Ottawa et les provinces sont depuis vingt-cinq ans les otages du Parti libéral du Québec, indépendamment de l'état de santé de ce dernier, de ses récentes performances et de sa capacité de renouvellement. Dans des circonstances normales, le gouvernement libéral sortant devrait être châté. Mais tout le drame est là : un vote contre le seul grand parti fédéraliste devient un vote pour la souveraineté.

M. Parizeau ne pourra s'autoriser à interpréter ses appuis comme autant de votes en faveur de la souveraineté. Ce serait un détournement de la volonté d'une couche importante d'électeurs. Il faudra donc attendre le référendum promis pour que le ciel politique change. S'éclaircira-t-il alors ?

Quarante pour cent de la population sera chagrine et morose comme en 1980 ; nous aurons perdu une autre année à ergoter et à nous déchirer ; le Québec sera aphone et vulnérable face à Ottawa et aux autres provinces.

Nous sommes condamnés à passer par là, par ceux qui le 12 septembre, sans plus réfléchir, donneront simplement libre cours à leur mécontentement.

En raison d'une incongruité politique dont le Québec a le secret, c'est l'opposition officielle qui a déterminé, il y a déjà cinq ans, l'enjeu des prochaines élections et elle a voulu que cet enjeu premier soit la souveraineté plutôt que l'emploi, la fiscalité, les services à la population.

Chaque citoyen devrait arrêter son vote en répondant à la question suivante : suis-je en faveur que le Québec devienne un État souverain ?

J.-JACQUES SAMSON

JE ME SENS QUÉBÉCOIS



Les carottes sont cuites, passez le bâton...

Les fins de campagne électorale sont cruelles pour les perdants. Déjà la semaine dernière, quand j'ai vu André Ouellet s'en prendre au journal du gendre de Jean Chrétien, cela sentait le (mauvais) perdant. Puis quand j'ai vu mes collègues de Québec se lancer dans le périlleux exercice de la formation d'un conseil des ministres péquiste, j'ai éprouvé de la compassion pour Daniel Johnson. Dire qu'il en a encore pour une semaine de ce régime ! À quand le libéral qui va donner le premier coup de poignard dans le dos de son chef ?

C'était à prévoir, me direz-vous : John Turner, Pierre Marc Johnson, Kim Campbell — pour ne parler que des contemporains, sont tous passés par là. Et puis cette fonction de premier ministre, c'est bien lui qui en a voulu après tout. Sans vouloir retourner le couteau dans une plaie fraîchement ouverte, je dois à la charité publique d'avertir monsieur Johnson que les libéraux fédéraux, eux, l'ont déjà laissé tomber. « La croix est faite depuis longtemps », me dit un bon « rouge » de Montréal, rejoint hier au tournoi de golf des Canadiens.

En fait, les libéraux fédéraux en sont au stade des paris avec leurs connaissances du... Parti québécois. « Jusqu'à 96 députés », me dit l'un d'eux. « Pas loin de 100 », dit un autre. D'où viennent ces chiffres se situent tous au-dessus de la barre des 90 sièges à l'Assemblée nationale que les sondages promettent au PQ ? Pas très original comme calcul, mais il en vaut un autre :

— Robert Bourassa en 1985, contre un autre Johnson, a ramassé 98 comtés, sur 122, avec un peu plus de 55 % des suffrages. À Ottawa, on commence à s'inquiéter sérieusement de la tournure que prend cette dernière semaine de campagne : si cela continue, le Parti québécois pourrait dépasser la barre des 50 % des suffrages exprimés, ce qu'on espérait éviter ;
— Et puis, on reprend les résultats de



La chronique de
MICHEL VASTEL

l'élection fédérale d'octobre 1993 à l'occasion de laquelle le PLC a remporté 19 sièges. Si on exclut les sièges de Bonaventure et de Saint-Maurice, ce vote libéral s'est limité à 17 comtés fédéraux de la région métropolitaine et de l'Outaouais qui représentent de 25 à 27 comtés provinciaux. Rien, ni les décisions du gouvernement fédéral ni surtout la campagne de Daniel Johnson ne justifient un changement d'allégeance des 54 comtés qui ont choisi le Bloc. Il sera intéressant de voir comment vont voter les électeurs de Sherbrooke (qui ont élu Jean Charest) et ceux de Beauce, qui ont renvoyé l'indépendant Yvan Bernier aux Communes.

Cette analyse, on l'avait faite avant même le déclenchement de la campagne électorale. Mais la bête politique qui sommeille en Jean Chrétien pensait qu'une bonne campagne des libéraux provinciaux pourrait faire une différence. Elle la fit effectivement, mais dans le mauvais sens : « ce n'est plus la grande amitié entre les deux partis », me dit un ancien ministre de Pierre Trudeau.

Chez les fédéraux, on est carrément déçu de la campagne du successeur de Robert Bourassa. « Il était bien parti, mais cela n'a duré que quelques jours », dit-on à Ottawa en déplorant que Daniel Johnson n'ait pas joué la carte fédéraliste jusqu'au bout.

Jean Chrétien a carrément été agacé, cette semaine, d'entendre son jeune collègue jouer autour des concepts « Canada d'abord » puis « Québec d'abord ». Comme il disait de certains libéraux provinciaux : « on ne peut pas être à moitié enceinte ».

Au fil de la campagne, le gouvernement fédéral a donc mis, les uns après les autres, les projets de coopération Ottawa-Québec sur la glace. C'est notamment le cas d'un Accord sur la formation de la main-d'oeuvre, dont on dit qu'il est très généreux pour les provinces (Ottawa ne gardant qu'un droit de regard sur la rémunération des fonctionnaires fédéraux) et qu'on a soudain décidé de ne pas parapher. On n'a pas apprécié en particulier une « gaffe » du ministre des Finances, André Bourbeau, qui aurait vendu la peau de l'ours un peu trop vite, tentant même de laisser croire qu'Ottawa avait négocié avec un couteau sur la gorge. On n'a pas apprécié non plus la « volte-face » du ministre de l'Éducation, Jacques Chagnon, sur le Collège militaire de Saint-Jean.

Bref, justifiés ou non, ces malentendus ont amené le gouvernement de Jean Chrétien à se mettre « au neutre » et à fermer les circuits de communication avec le gouvernement de Daniel Johnson. « Je n'ai jamais senti un cynisme tel qu'on refuserait de signer une entente déjà conclue », dit-on dans l'entourage du ministre des Affaires intergouvernementales.

« Les miracles en politique, cela n'existe pas », dit un autre libéral qui a connu la cuisante défaite de John Turner. « On attend maintenant le référendum ».

Ottawa a ainsi décidé depuis quelques semaines, que tout bon geste à l'égard du Québec — y compris sur des dossiers très avancés comme la main-d'oeuvre, le traversier des Îles de la Madeleine, le TGV — ne serait qu'une balle perdue. Les « ouvertures » au Québec sont reportées « sine die », jusqu'au lancement de la campagne référendaire par exemple...

En somme, maintenant que les carottes sont cuites, Ottawa juge qu'il est temps de sortir le bâton.

Votre Opinion

Ce n'est pas du bluff

Quand j'ai entendu la déclaration de Daniel Johnson, dernièrement, au Téléjournal, je suis resté estomaqué. Non, jamais le PLQ n'a été séparatiste, jamais il n'a eu la moindre envie de faire un référendum sur la souveraineté. Tout ça c'était du bluff, et Parizeau a été bien naïf d'y croire !

Mais des milliers de Québécois de bonne foi y ont cru aussi, M. Johnson ! Souvenez-vous des sondages de l'époque. La commission Bélanger-Campeau, la loi 150, le rapport Allaire, tout ça c'était juste pour rire ? Juste pour faire une farce ? Mais une farce à qui ? Pas au fédéral, puisque le Tricheur les tenait au courant que c'était du bluff.

Alors ? Du bluff à la population du Québec ? Ben voyons donc... les Québécois, les jeunes libéraux entre autres, sont des naïfs dont vous tirez les ficelles à volonté, et vous trouvez ça très bien, comme ça ?

C'est rassurant de savoir que vous avez une grande considération pour ceux qui vous donnent

leur vote, ce sont des naïfs, vous dites ?

Un tel cynisme a de quoi soulever le cœur, ne vous demandez pas pourquoi les jeunes ne croient plus au pouvoir de changer les choses par la politique et la démocratie.

Vous leur donnez raison ! Et vous nous donnez raison de vouloir, le 12 septembre prochain, vous foutre dehors, et ça, c'est pas du bluff !
Jacques Pruneau
Lévis

Le PQ ne mérite pas le pouvoir !

Les campagnes électorales sont des simulations de gouvernement : on peut voir comment se comportent les aspirants chefs de gouvernement face aux problèmes et face à leurs troupes. Ce que Parizeau et le PQ nous montrent, c'est qu'ils ne méritent pas de gouverner.

Le PQ est profondément divisé avant même que les péquistes ne se partagent le gâteau qu'ils convoitent depuis dix ans d'opposition.

Les chicanes sont légion dans les comités des « vedettes » du PQ : Sciortino, appuyé par Parizeau, est battu par Perrault, que

ses adversaires accusent de racisme ; Le Hir est contesté par un ancien péquiste qui dit que Parizeau sera heureux d'être débarrassé d'une « vedette » de la gaffe ; Bouthillier et Jean-Pierre Charbonneau se sont déchirés le comté qui a été attribué à un troisième candidat aux élections de 1989, etc.

Les candidats du PQ ne sont pas d'accord avec le programme du PQ : Le Hir veut un dollar américain, alors que Parizeau veut conserver le dollar canadien ; Mme Lalonde veut le retour à la gratuité totale des frais de santé alors que le PQ préfère le statu quo ; etc.

Parizeau promet n'importe quoi et s'engage à n'importe quoi ; il va régler le problème écologique des BPC avec ce qu'il appelle des « bidules » ; il promet que les pêcheurs du Québec vont pouvoir pêcher dans des eaux plus étendues, celles d'un Québec séparé, que celles du Canada (le délire !).

Parizeau, devenu chef d'un Québec indépendant, exigera du Canada qu'il paie pour les Jeux olympiques de Québec (le culot indécent !). Ses promesses électorales se chiffrent à une addition de dix milliards \$ de déficit

qui sortiront de nos poches et de celles de nos enfants (le désastre !).

Ses comportements et ceux de ses candidats ministrables sont inacceptables : Chevrette, le moralisateur en chef du PQ, a incité les citoyens à la désobéissance civile, en février dernier, en se procurant des cigarettes de contrebande ; Le Hir vomit sa haine raciste sur les Américains ; Parizeau fait du chantage auprès des institutions financières qui ne partagent pas son option séparatiste.

C'est le même Parizeau qui avait, en 1982, écrasé les employés de l'État et leurs syndicats en refusant de négocier avec eux, en coupant leur salaire de façon draconienne, en imposant des lois spéciales par lesquelles les grévistes étaient condamnés à leur propre procès sans y comparaître !

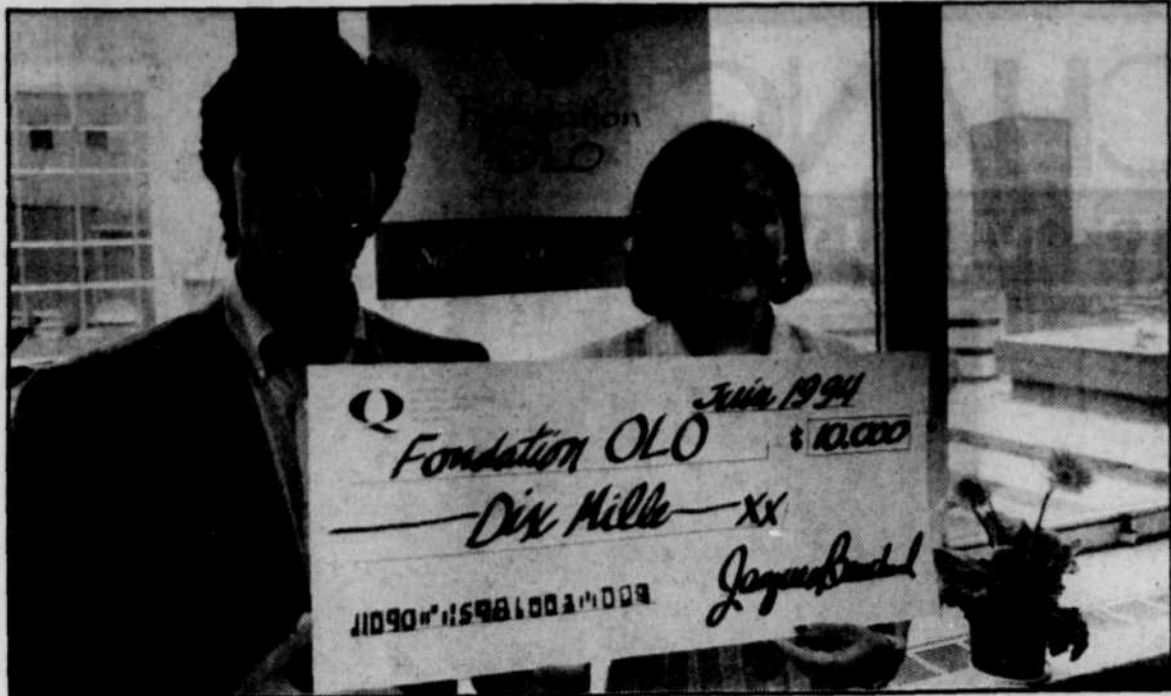
Avant de voter, pensons bien à ce que ses comportements seront lorsqu'il sera gonflé du titre de premier ministre : arrogant, insolent et irrespectueux de la démocratie élémentaire.

Stéphane Perron
Dolbeau

UNE PLACE AU SOLEIL



Faire parvenir vos communications à: **PLACE AU SOLEIL**
LE SOLEIL, C.P. 1547, 390, St-Vallier Est, Québec, G1K 7J6.
Tél: 647-3394 Fax: 647-3374



7194 douzaines d'oeufs !

M. Nelson Dionne de la Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec remettait récemment à Mme Julie Lapointe, coordonnatrice de la Fondation OLO, un chèque au montant de 10 000 \$. Cette somme est échangeable contre 7194 douzaines d'oeufs. Ces coupons sont pour les femmes enceintes économiquement défavorisées, qui bénéficient des suppléments alimentaires OLO, (Oeufs, Lait, Oranges). Les programmes OLO sont offerts dans 103 CLSC du Québec et visent à diminuer le nombre de naissances de bébés de petit poids et prématurés.

Wella Canada

Wella Canada, la plus importante compagnie de coloration à travers le monde, recherche des modèles féminins pour une journée prestigieuse de coiffure qui aura lieu le 12 septembre, au Hilton. On recherche donc des femmes jeunes et élégantes, âgées de 16 à 30 ans. Chaque modèle choisi recevra bien sûr la coupe, la coloration et la permanente gratuitement, de même que tous les produits nécessaires à l'entretien de leurs cheveux. Celles que l'expérience intéresse doivent se présenter au Holiday Inn du centre-ville, aujourd'hui, à 19 h 30. Sur place, elles rencontreront des coiffeuses professionnelles arrivant tout juste de Londres et pourront prendre connaissance de toute la collection pour les tendances automne/hiver 1994. Renseignements : Nicole Séguin, 654-0444

Santé par le nez

Selon le club Santé Respir, on peut maîtriser les rhumes, les sinusites, les allergies, la fièvre des foies et même le ronflement par une simple hygiène nasale sans douleur et sans médication. Pour en savoir plus long, on vous invite à des conférences que Mme Ludmilla de Bardo prononcera, lors d'un séjour dans la région de Québec, les 13 et 14 septembre. Elle sera à l'Office municipal d'habitation de Beaumont le 13 et à l'hôtel Normandin de Charlesbourg, le 14. Renseignements : Nicole Lafleur, (514) 274-1400.

Cours sur le budget

L'Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud de Québec offre des cours sur la planification du budget familial, encore cet automne. Le coût est de 50 \$ par personne et les cours se donnent à Lévis ou à Charny. Renseignements : Denise Lavallée, 835-6633

Le marketing et la PME

Un cours de marketing de la PME sera diffusé à compter du 18 septembre sur les ondes de Radio-Québec, les dimanches et les vendredis. Ce cours

présentera de façon concrète les composantes du marketing et permettra notamment d'élaborer un plan de marketing à l'aide d'un logiciel approprié. On peut s'y inscrire jusqu'au 16 septembre. Les droits d'inscription sont de 120 \$ pour les auditeurs libres et de 160 \$ pour ceux et celles qui souhaitent ainsi obtenir des unités pour ce cours collégial reconnu. Renseignements: 1-800-665-6400.

Monoparentale

L'organisme Nouveaux sentiers familles monoparentales offre un atelier de cinq rencontres débutant le 29 septembre aux hommes et femmes qui vivent une rupture ou une séparation. Renseignements : Gilles Blais ou France Brind'Amour, 529-4913.

Compostage domestique

Le Site de démonstration en compostage domestique qui occupe une bande de terrain du Jardin communautaire de l'université Laval, angle du Vallon et Quatre-Bourgeois, entame, après six semaines d'activité, sa programmation d'automne. Durant les fins de semaine de septembre et d'octobre, les animateurs bénévoles seront sur place, entre 9 h et 13 h, pour répondre aux questions des visiteurs et offrir une visite commentée de l'endroit. Renseignements : Colette Tremblay, 524-2744 ou 529-9118.

Vernissage

C'est sous le patronage de la comédienne Huguette Olligny que débutera le vernissage de l'exposition des oeuvres récentes de l'artiste-peintre Micheline Saint-Hilaire, le jeudi 8 septembre, à 19 h au YMCA Vieux-Québec, au 650, avenue Laurier. Cette exposition se poursuivra jusqu'au 8 octobre, dans le Salon Benoit-Simard.

Les Dumas

Tous les Dumas et leurs amis sont invités à prendre part à la rencontre annuelle des Dumas d'Amérique, qui se tiendra le 24 septembre, de 13 h à 21 h, à l'érablière de la chute, 1275, Pernelle, à Upton. Un transport par autobus est offert à partir de Québec si suffisamment de personnes en font la demande. Renseignement : Lise Dumas, 683-0129.

Numérologie

Le vendredi 9 septembre, à 20 h, Mme Claire Savard donnera une conférence gratuite à l'occasion du lancement de son deuxième livre « Prévisions numériques pour la vie », au 2850, chemin Sainte-Foy. Mme Savard est chroniqueuse à l'émission *Les voix de la destinée* diffusée à Télé Mag 24. Pour réserver, il faut composer le 872-0730.

EN VIGUEUR JUSQU'AU 11 SEPTEMBRE 1994



BANANES CHIQUITA, produit importé  35¢ 77¢ le kilo la livre	BROCOLI Produit du Québec, gr. 14  75¢ chacun	LAITUE EN POMME Produit du Québec, gr. 18  45¢ chacun
RAISIN BLEU Produit de l'Ontario, panier 2 litres  2.95\$ panier 2 litres	CELERI Produit du Québec, gr. 24  45¢ chacun	CAROTTES 10 livres Variété "NANTAISE", produit du Québec  1.65\$ sac 10 livres
CHAMPIGNONS Blancs, frais, de l'Ontario  95¢ chopine	PIMENT VERT Produit du Québec, préemballé  65¢ 1,43\$ le kilo la livre	LAITUE FRISEE Produit du Québec, gr. 24  55¢ chacun
CANTALOUPE Produit des États-Unis, gr. 23  95¢ chacun	ZUCCHINIS Produit du Québec, préemballés  95¢ 2,09\$ le kilo la livre	PIMENT ROUGE Produit du Québec, préemballé  1.35\$ 2,98\$ le kilo la livre
POIREAU Produit du Québec  55¢ chacun	EPINARD Produit frais du Québec, sac 10 onces (284gr)  95¢ le cello	AVOCAT HASS Produit du Mexique, gr. 18  75¢ chacun

Les craquelins Patacraque de Culinar à l'honneur à Paris

QUÉBEC — Cinq compagnies alimentaires canadiennes ont été primées à Paris au concours des Sial d'Or. C'est plus qu'aucun autre des 21 pays représentés à ce Salon international de l'alimentation, l'un des plus importants au monde. Le Canada a mérité quatre Sial d'or sur neuf catégories et la compagnie Culinar a été choisie comme lauréate canadienne pour ses craquelins de marque Patacraque.

par PIERRE CHAMPAGNE
LE SOLEIL

C'est du 23 au 27 octobre que se tiendra, à Paris, ce 16e Salon international de l'alimentation. Les Sial d'Or seront remis aux lauréats lors d'une cérémonie officielle, le dimanche 23 octobre. Ces produits feront l'objet d'une valorisation particulière durant toute la durée de cette exposition.

La compagnie Supreme Produce de Calgary a mérité un Sial d'Or dans la catégorie produits frais pour son Oriental Stor Fry Cresh Cut.

La General Mills de Toronto a mérité un Sial d'Or dans la catégorie Produits d'épicerie pour ses Fruits by the Foot.

Yves Veggie Cuisine de Vancouver a mérité un Sial d'Or dans la catégorie Plats Préparés pour ses Veggie Pepperoni.

Loblaws International Brands de Toronto a mérité un Sial d'Or dans la catégorie Marques de distributeurs pour ses escargots en brioche President's Choice.

Enfin, chaque pays représenté avait aussi droit à un Sial d'Or pour le produit jugé le meilleur dans chacun de ces pays et, pour le Canada, c'est la compagnie Culinar qui a mérité cet honneur avec son Patacraque.

M. Bernard Bélanger, le chef des produits craquelins chez Culinar, était on ne peut plus fier d'annoncer que Bitelife Patacraque avait été sélectionné comme étant l'un des produits nouveaux les plus innovateurs créés au Canada et mis en marché en 1993.

Le Patacraque est à la fois une croustille et un craquelin. Il est faible en gras parce que cuit au four, sans friture. Avec seulement 89 calories par portion de 20 grammes, Patacraque contient 50 % moins de gras que les croustilles ordinaires dont il a cependant la forme, la légèreté et l'attrait.

Le concours des Sial d'Or est destiné à récompenser les produits originaux ayant déjà fait la preuve de leur succès commercial dans leur pays d'origine. Dans chacun des 21 pays participants,

une revue spécialisée interroge les détaillants et regroupe les réponses en vue d'une sélection nationale. Le Jury International réuni à Paris pour l'occasion, choisit alors les lauréats dans chaque catégorie de produits, plus un lauréat par pays.

Le Sial

Ce 16e Salon international de l'alimentation se tiendra au Parc d'Exposition de Paris-Nord Villepinte et occupera la totalité des 165 000 m² répartis dans six halls.

Ce 16e Sial sera aussi l'occasion de saluer le 30e anniversaire de cette biennale de l'industrie alimentaire, la première du monde, les années paires, non seulement par ses dimensions mais surtout par le nombre et la qualité de ses exposants et de ses visiteurs. En 1992, les 101 000 visiteurs qui se sont rendus au Sial venaient de 142 pays; 57 % des exposants étaient des étrangers et représentaient 72 pays.

Parmi les exposants québécois que l'on retrouvera au Sial, cette année, mentionnons *La Cuvée de l'Érable de La Pocatière*; *Les Aliments Différents de La Guadeloupe*; *Madépêche International* avec son homard et ses dérivés; *Les Produits d'Érable Tradition de Sacré-Coeur de Marie*; *Les Bleuets sauvages du Québec de Saint-Bruno* dans le Lac-Saint-Jean; et plusieurs autres.

NOMBREUX AUTRES SPÉCIAUX EN SUCCURSALE. NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS. SPÉCIAUX EN VIGUEUR DANS TOUTES NOS SUCCURSALES.

NEUFCHÂTEL 2065, boul. Bastien 842-3084	STE-FOY 3440, de la Péraide 657-7717	LÉVIS 51 route Kennedy 835-5526	CHARLESBOURG 4145, 1ère Avenue 622-2291	STE-FOY 2700 chemin Ste-Foy 651-2717
CHARLESBOURG 1047, boul. du Jardin 627-0344	NEUFCHÂTEL 9210, boul. l'Ornière 842-0909	BEAUPORT 344 Seigneuriale 661-7997	CAP-ROUGE 1198 Jean Gauvin 872-7473	BERNIÈRES 585 Route 116 831-4611

LE JARDIN MOBILE

SIMON CHANG

DÉFILÉ DE MODE



VENDREDI 9 SEPTEMBRE 94

12 H 30, 2^e ÉTAGE

CHEZ

Mode
laliberté

MAIL CENTRE-VILLE, QUÉBEC 525-4841

PRIX DE PRÉSENCE

Vous avez rendez-vous chez Laliberté avec le célèbre couturier Simon Chang qui démontrera, encore une fois, son immense talent lors de la présentation de sa prestigieuse collection Automne-Hiver 94. Du même coup, conrez la chance de gagner l'un des prix suivants :

2 REPAS-CADEAUX

75\$

1 BON D'ACHAT CHEZ LALIBERTÉ

100\$